



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-NEUVIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de l'aménagement du territoire**

Le vendredi 27 avril 2012 — Vol. 42 N° 55

Étude des crédits du ministère du Développement économique,
de l'Innovation et de l'Exportation (3): volet Promotion
et développement de la Capitale-Nationale

**Président de l'Assemblée nationale:
M. Jacques Chagnon**

QUÉBEC

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats de toutes les commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission parlementaire en particulier	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85
Québec (Québec)
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:
www.assnat.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Commission permanente de l'aménagement du territoire

Le vendredi 27 avril 2012 — Vol. 42 N° 55

Table des matières

Promotion et développement de la Capitale-Nationale	1
Remarques préliminaires	1
M. Sam Hamad	1
Mme Agnès Maltais	3
Discussion générale	4
Adoption des crédits	35
Adoption de l'ensemble des crédits	35
Documents déposés	36

Autres intervenants

M. Norbert Morin, vice-président

M. Michel Matte

M. Gérard Deltell

M. Patrick Huot

M. André Drolet

M. Raymond Bernier

* M. Jacques Langlois, Commission de la capitale nationale

* M. Claude Pinault, Bureau de la Capitale-Nationale

* Témoins interrogés par les membres de la commission

Note de l'éditeur: Les crédits du volet Développement économique du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ont été étudiés à la Commission de l'économie et du travail les 24 et 26 avril 2012.
Les crédits du volet Innovation et technologie du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ont été étudiés à la Commission de l'économie et du travail le 26 avril 2012.

Le vendredi 27 avril 2012 — Vol. 42 N° 55

**Étude des crédits du ministère du Développement économique,
de l'Innovation et de l'Exportation (3): volet Promotion
et développement de la Capitale-Nationale**

(Neuf heures trente-trois minutes)

Le Président (M. Morin): Mesdames messieurs, bonjour. Comme j'ai constaté le quorum, je déclare la séance de la Commission de l'aménagement du territoire ouverte. Je demande à tout le monde, comme à l'habitude, de vérifier vos téléphones cellulaires.

Promotion et développement de la Capitale-Nationale

La commission est réunie afin de procéder à l'étude du volet Capitale-Nationale des crédits budgétaires du portefeuille Développement économique, Innovation et Exportation pour l'exercice financier 2012-2013.

M. le secrétaire, y a-t-il des remplacements?

Le Secrétaire: Oui, M. le Président. M. Arsenault (Bonaventure) est remplacé par M. Drolet (Jean-Lesage); M. Carrière (Chapleau) est remplacé par M. Matte (Portneuf); M. Diamond (Maskinongé) est remplacé par M. Pigeon (Charlesbourg); Mme Gonthier (Mégantic-Compton) est remplacée par M. Huot (Vanier); Mme Rotiroti (Jeanne-Mance—Viger) est remplacée par M. Bernier (Montmorency); et Mme Champagne (Champlain) est remplacée par Mme Maltais (Taschereau).

Le Président (M. Morin): C'est ce que j'appelle des remplacements. Nous débiterons nos travaux avec les remarques préliminaires. Par la suite, nous procéderons à une discussion d'ordre général par blocs d'environ 20 minutes, incluant les questions et les réponses, par alternance entre les députés de l'opposition et le gouvernement. La mise aux voix des crédits sera effectuée à la fin du temps qui est alloué à l'étude de ce volet.

Remarques préliminaires

M. le ministre, je vous donne 10 minutes pour que vous nous exprimiez votre point de vue sur ce volet.

M. Sam Hamad

M. Hamad: Alors, M. le Président, je suis très heureux d'être devant vous ce matin, M. le Président, chers collègues de l'Assemblée nationale, collègues de la meilleure région... M. le Président, vous permettez? On parle de la meilleure région, la région la plus performante au Québec, la région où c'est le meilleur endroit pour vivre au Canada, etc. Alors, je vais lire mon texte.

M. le Président, je vais vous présenter les personnes qui m'accompagnent ce matin. C'est M. Claude Pinault, il est sous-ministre associé; M. Jacques Langlois, qui est P.D.G. de la Commission de la capitale nationale; et Alexandre Boucher, de mon cabinet...

D'ailleurs, M. le Président, je souligne au passage qu'il s'agit de la dernière journée de M. Pinault dans ses fonctions au sein du Bureau de la Capitale-Nationale. Je profite de l'occasion pour le remercier publiquement pour sa loyauté, l'efficacité avec laquelle il a rempli le mandat que nous lui avons confié. Il a rempli le mandat... Le hasard aura voulu que sa dernière journée coïncide avec l'étude de nos crédits aujourd'hui. Alors, Mme la députée de Taschereau, M. le député de Chauveau, c'est sa dernière journée.

Je suis heureux d'annoncer que les crédits budgétaires de cette année permettront encore à la région de poursuivre sur sa lancée. Les enveloppes qui lui sont dévolues restent intactes, et je tiens... restent intactes. On assiste même à une augmentation de 2,1 millions dans les sommes qui sont confiées à la ville de Québec. Pour 2012-2013, les crédits totalisent 65,8 millions de dollars.

J'ai l'extrême honneur et surtout le bonheur de veiller aux destinées d'une région qui ne cesse de se développer, d'une région qui ne cesse de s'embellir, d'une région qui ne cesse de rêver et qui parle d'une seule voix. C'est une région de champions où se côtoient le meilleur, l'excellence et la passion. C'est la capitale du Québec, mais aussi la capitale de l'emploi et du développement économique, la capitale du tourisme et la capitale des grands rendez-vous sportifs et culturels. C'est une région que j'habite, mais surtout une région qui m'habite, une région que j'aime profondément. Je l'aime pour son caractère historique et parce qu'elle est le berceau de la Francophonie en Amérique, pour ses nombreux espaces de villégiature, pour ses musées, ses grandes expositions et son patrimoine religieux, pour ses événements sportifs et culturels d'envergure, pour les gens qui la font vibrer.

Québec, ville attractive. En trois ans seulement, soit depuis 2009, notre gouvernement aura injecté plus de 2 milliards de dollars dans les projets structurants pour notre Capitale-Nationale dans tous les secteurs d'activité et dans toutes les municipalités situées sur ce territoire. Tous ces investissements gouvernementaux, aussi différents les uns des autres, ont un

fil conducteur qui les unit. Quand on en fait l'analyse et quand on les énumère les uns après les autres, tous ces projets convergent sur un point: l'attraction.

L'attraction, ça se passe par l'accès à la région: la modernisation de l'aéroport, la reconfiguration de l'entrée des ponts, la stratégie sur les croisières, la promenade Samuel-De Champlain, des projets que j'ai personnellement annoncés avec mes collègues qui donnent un gros coup de main, M. le Président, dans la région.

L'attraction, ça passe par la tenue des grands événements sportifs: Red Bull Crashed Ice, le Québec Open Jeep, le Marathon des deux rives, le Snowboard Jamboree, le championnat du monde patinage vitesse et celui de patinage artistique, le Challenge Bell, et j'en passe. Et, avec la reconversion d'Équipe Québec, la liste des grandes manifestations sportives d'envergure internationale risque de s'allonger.

L'attraction, c'est compter sur des infrastructures de classe mondiale, l'agrandissement du Centre de foires, l'agrandissement du Centre des congrès, la construction du nouvel amphithéâtre, l'agrandissement du Musée national des beaux-arts, la construction du Super PEPS et, tout récemment, le projet Diamant. Au moment où l'on se parle, tous ces chantiers sont déjà réalisés ou en voie de réalisation.

L'attraction, c'est une économie performante et diversifiée, le plus bas taux de chômage au pays, un incubateur pour des nouvelles entreprises technologiques, la multiplication des centres de recherche, des créneaux d'excellence qui représentent 60 % des emplois créés, la création de Femmessor pour stimuler l'entrepreneuriat féminin.

L'attraction, c'est faire venir ici, à Québec, les plus grands de ce monde: Madonna, Metallica, Aerosmith, Johnny Hallyday, le Cirque du Soleil. Ici, il y a des projets, mais, ici, les projets ne restent pas au stade de projet. Ils se transforment en chantiers, ils se transforment en réalisations, ils se transforment en succès, et nous sommes fiers de les endosser, de les financer. Nous sommes fiers de porter l'ambition des citoyens et d'appuyer un maire visionnaire. Il faut avouer que faire atterrir autant de projets dans la région, c'est du jamais-vu.

Parmi tous ces projets, il y en a un qui occupe une place spéciale dans le cœur des citoyens de la Capitale-Nationale. Je vous parle évidemment de l'amphithéâtre. Ce projet est porté par le maire de Québec, soutenu personnellement par le premier ministre et nous-mêmes et appuyé par mes collègues députés, incluant la députée de Taschereau. Mais ce projet n'appartient ni à la ville, ni au gouvernement. Il appartient à une population à qui l'on doit sa réalisation.

● (9 h 40) ●

Permettez-moi, à ce stade-ci, de parler d'économie. Alors que partout en Amérique du Nord les pertes d'emplois frappent durement des milliers de communautés, notre région tire encore son épingle du jeu avec la création de 9 750 emplois en 2011, une augmentation de 2,7 % par rapport à 2010. De plus, le taux de chômage pour la Capitale-Nationale est de 5,2 %, alors qu'il affiche 7,7 % au Québec et 7,5 % au pays pour l'année 2011. Une ville qui crée des emplois, c'est une ville qui devient attractive pour des milliers de personnes.

La diversité de nos secteurs d'excellence contribue aussi d'une manière significative à notre vitalité économique. Grâce au versement d'une somme de 35 millions de dollars provenant du gouvernement du Québec, la ville de Québec investira plus de 45 millions au cours des cinq prochaines années pour la mise en œuvre de sa stratégie de développement économique. Parallèlement, il faut également considérer l'évaluation de Québec International qui prévoit des investissements publics et privés de 12,4 milliards de dollars dans plus de 200 projets.

Bref, Québec a tout pour devenir la ville la plus intelligente du prestigieux palmarès international Intelligent Community Forum, qui fera connaître la ville lauréate en juin prochain parmi 400 candidatures. Actuellement, notre ville a franchi les très restreints top sept.

La Capitale-Nationale, c'est aussi Portneuf et Charlevoix, reconnues pour leur vitalité, leurs paysages pittoresques, leurs gens de cœur qui travaillent avec acharnement pour le développement à leur communauté.

Maintenant, permettez-moi de faire une brève incursion dans les projets portés par la Commission de la capitale nationale. Dans quelques semaines, elle complètera un nouveau tronçon de la promenade Samuel-De Champlain. À partir des ponts jusqu'au parc de la Plage-Jacques-Cartier, le sentier des Grèves permettra aux promeneurs de découvrir des paysages exceptionnels depuis la falaise de Cap-Rouge. C'est dans l'honorable comté que je représente — juste une petite publicité. Par ailleurs, le troisième volet de cette promenade qui relie, là, la côte de Sillery et la côte de Gilmour sera agrémenté notamment d'une plage et d'un miroir d'eau. Les images du concept, que nous avons présentées récemment, permettent une métamorphose à couper le souffle.

De plus, la commission a connu la première année complète d'activités au domaine Cataract, le nouveau joyau de l'arrondissement Sillery. Elle a aussi poursuivi le déploiement de son plan lumière, avec deux nouveaux projets sur la table à dessin: l'église de Saint-Augustin et le Grand Théâtre de Québec.

Si 2011 a été l'année des grands projets, 2012 sera l'année des grands rendez-vous. Cette année sera tout aussi en effervescence. Pensons à la tenue du Congrès SportAccord qui réunira plus de 1 500 délégués en mai prochain. Cet événement rassemblera l'élite mondiale des dirigeants sportifs avec notamment la commission exécutive du Comité international olympique. Pour une ville comme Québec, qui aspire à devenir une destination sportive de calibre international, le Congrès SportAccord est une occasion rêvée de se positionner sur la scène mondiale. En 2012, c'est aussi le retour de la Transat Québec—Saint-Malo, le Forum mondial de la langue française, le sommet mondial des coopératives, sans oublier le spectacle de Madonna. Tous ces visiteurs et touristes verront que les citoyens de Québec sont passés maîtres dans l'organisation des grands événements.

Force est de constater que le chemin parcouru, il est colossal. Notre vigueur économique fait l'envie partout. Les grues s'élèvent dans le ciel et créent de l'emploi. Notre secteur culturel rayonne et se renouvelle. Notre industrie touristique vient de se doter d'une vision concertée. Il y a ici une confiance en l'avenir et surtout cette conviction que nous sommes en train de développer le plein potentiel de ce territoire sur la scène locale, régionale et internationale, cette conviction que tout est possible et que rien ne nous arrêtera. Ici, il n'y a pas de place pour l'indifférence, il n'y a que de la passion, de la confiance

en l'avenir et surtout des gens qui travaillent ensemble. Ici, on trouve des champions, des ambassadeurs régionaux, des entrepreneurs à succès, des organisations performantes, des gens de coeur et de passion qui se donnent corps et âme par amour pour leur région. Voici Québec et voici un gouvernement qui l'appuie. Merci.

Le Président (M. Morin): M. le ministre, je vous félicite, vous êtes rentré dans votre temps pile. Maintenant, Mme la députée et porte-parole de l'opposition officielle, Mme la députée de Taschereau, à vous la parole.

Mme Agnès Maltais

Mme Maltais: Merci, M. le Président. Je veux vous saluer, ce matin, saluer tous mes collègues qui sont encore... les gens de la région sont ici, collègue de Chauveau, les collègues du parti ministériel. C'est notre grand rendez-vous annuel autour des crédits de la Capitale-Nationale, toutes et tous, comme d'habitude, sont présents. Et je veux saluer le ministre ainsi que les gens qui l'accompagnent, le président de la Commission de la capitale nationale, les gens qui travaillent avec lui, M. le sous-ministre, dont c'est la dernière journée... Bon, on a bien compris le message du ministre, on va tenter de ne pas trop vous rudoyer.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Maltais: Mais je peux faire une blague parce qu'on travaille tous ensemble dans la région, et c'est ce que je vais retenir du message du ministre.

Il y a ici une région tissée serrée. Il y a une région qui croit en son potentiel, qui croit en ses capacités de se développer. Et, si on fait cet exercice annuel, on le fait en ayant vraiment tous conscience qu'on cherche le bien de notre monde. C'est nos gens qui vivent ici, on vit tous et toutes ici, nous, dans la Capitale-Nationale. Les autres parlementaires, ils passent, ils vivent quelques journées, et je vais vous dire, depuis un bon bout de temps, ils sont épatés de la transformation de cette région. Mais je dis «depuis un bon bout de temps» parce qu'une autre chose qu'il faut dire aussi, c'est qu'on travaille dans la continuité. Les gouvernements se suivent et ont tous à coeur cette région, la Capitale-Nationale.

La meilleure preuve que j'en ai, c'est qu'à côté du ministre il y a un président d'une Commission de la capitale nationale qui a été créée sous le mandat du précédent gouvernement, qu'à l'époque l'opposition voyait venir avec des doutes, de l'inquiétude. Mais finalement — je pense beaucoup à notre collègue Margaret Delisle, qui aujourd'hui a quitté la vie parlementaire — tout le monde s'est rallié et a dit: Oui, c'est un bon outil, ça fait du bon ouvrage. Alors, c'est un peu cet esprit qui est présent dans la région.

J'ai entendu le ministre faire une déclaration d'amour et de fierté dans sa région. Je pense que tous ici, on pourra utiliser les mêmes mots et dire à quel point on est heureux, on est contents de vivre ici. C'est une belle région. Il faut qu'elle se développe, mais on a un travail de parlementaire à faire, c'est-à-dire examiner les crédits de la Capitale-Nationale.

Ce qu'on fait aussi, souvent, ici, et on va le faire sérieusement ce matin, c'est un peu jeter un regard politique, parfois partisan, mais généralement plus politique sur cette vie dans la Capitale-Nationale. On aborde un peu souvent ce qui fait jaser à Québec. J'ai vu le ministre parler de l'amphithéâtre. J'ai apprécié qu'il n'en fasse pas effectivement... qu'il ait un regard politique et non pas un regard partisan, parce que, de ce côté-là, j'ai fait mon bout de chemin, si je peux le dire, je pense que c'est reconnu. J'oserais dire aussi, il m'a nommée comme députée, mais la chef du Parti québécois a maintenu solidement sa position concernant l'amphithéâtre, et il faut le saluer aussi. Ça a été une réalisation qui maintenant, aujourd'hui, est, je pense, un potentiel de développement pour l'avenir de la région, et on y a amplement contribué, tout le monde.

Il y a eu aussi, dans le passé, des choses qui ont été faites. C'est pour ça que je parle de continuité, là. Si, aujourd'hui, il y a un bas taux de chômage, c'est peut-être parce qu'il y a une époque où il y a eu la Stratégie de diversification économique de la région. La région ne dépend plus seulement de l'État, ce n'est plus une région qui est seulement une région considérée comme une région de la fonction publique. Mais, suite au magnifique travail de Roger Bertrand, à l'époque, qui était député de Portneuf, on a fait la stratégie de diversification économique, ce qui a donné Québec International qui, aujourd'hui... tout ça nous a fait cheminer vers une autre vision de la région et a mené à Québec International qui, aujourd'hui, est bien appuyée par le gouvernement. C'est pour ça que je parle de continuité.

Il y a des gestes qui se sont posés, il y a des gestes stratégiques fondateurs qui ont été posés dans le passé, sur lesquels aujourd'hui le gouvernement appuie son travail. On a fait la Commission de la capitale nationale, on a fait la stratégie de diversification économique, on a fait le quartier Saint-Roch avec les crédits d'impôt. Donc, c'est vraiment un travail de fond qui a été fait dans le passé, et aujourd'hui il y a une continuité. Je rappelle même que c'est Lucien Bouchard qui a annoncé la promenade Samuel-De Champlain à l'époque, et qui a annoncé les fonds, puis qui a dit que, pour 2008, on aurait la promenade Samuel-De Champlain. Ça a été bien travaillé par le ministre actuel qui a continué les travaux, mais c'est pour ça que je vous dis que c'est difficile, au fil du temps, quand on parle de 10 ans, 15 ans de travaux de... Il y a des choses auxquelles on peut s'attribuer, mais il y a des choses qui deviennent partie prenante de la vie d'une région, et c'est de ça dont tout le monde est fier aujourd'hui. Moi, je suis fière d'avoir posé des gestes stratégiques fondateurs, de ce qui fait qu'aujourd'hui le ministre peut dire: Oui, ça va bien dans la région, c'est une bonne chose.

Il y a eu Robert Lepage qu'on a installé. Il y a le Musée de la civilisation qui a été fait, décidé par, à l'époque, M. Parizeau. Aujourd'hui, bien, il y a la continuation, il y a le Cap Diamant et il y a le Musée national des beaux-arts. Ces gestes-là, ils sont pour la région et sont salués par tout le monde.

● (9 h 50) ●

Alors, je pense que tous les partis écoutent actuellement les rumeurs d'élection, il y en a de plus en plus, il y en a dans tous les journaux. Dans la capitale, si elle est le lieu des grands rendez-vous, elle est aussi le lieu des grands rendez-vous

électoraux. C'est ici que cette vie parlementaire s'agite, c'est d'ici que les rumeurs partent. Il y a peut-être donc un grand rendez-vous électoral qui s'en vient. À ce grand rendez-vous électoral, nous y serons, bien sûr, tout le monde qui est ici autour de la table. Mais je peux vous dire déjà que l'essor de la Capitale-Nationale continuera. Nous y verrons, tout le monde.

C'est une région tissée serrée. C'est une région de gens qui ont confiance en eux, en leur potentiel, qui ont des idées, qui ont de la créativité. Et, croyez-moi, nous serons aussi... Nous verrons à ce que la continuité soit encore de la partie et que les grands travaux de la Capitale-Nationale continuent. Les idées ne manquent pas de ce côté-là. Merci, M. le Président.

Discussion générale

Le Président (M. Morin): Merci, Mme la députée de Taschereau. Vous commencez le bloc par vos questions. S'ajouteront les minutes que vous n'avez pas prises pour votre présentation.

Mme Maltais: Merci, M. le Président. J'ai parlé tout à l'heure du fait que les crédits de la Capitale-Nationale, c'est un peu les crédits de ce qui fait jaser à Québec. Je veux... Si je peux continuer une conversation que mon collègue le député de Rousseau a eue avant-hier au salon bleu sur la White Birch, comme le ministre est à la fois ministre responsable de la Capitale-Nationale et ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, ça permet juste de clarifier des choses.

Il n'y a pas de... Il n'y a personne, il n'y a pas... On n'a pas à s'embêter aujourd'hui. Les travailleurs ne sont pas ici, mais je suis sûre qu'ils sont à l'écoute. Il y a quelque chose qu'on n'a pas eu le temps d'aborder l'autre fois. Je pense que tout le monde veut savoir un peu où est-ce qu'on en est rendus dans la négociation. C'est 600 travailleurs qui ont été mis à pied, on le sait, en décembre. La date d'échéance du juge arrive à grands pas. Et, suite au débat à l'Assemblée nationale, ils ont dit: Nous, ce qui nous inquiète, c'est comment ça avance.

Alors, si le ministre pouvait juste nous faire un petit état, là, de la situation, ça... Je pense que toute la région aimerait savoir où est-ce qu'on en est rendus dans les négociations qu'il a dit serrées.

M. Hamad: En fait, je veux parler de ce dossier-là, malgré que, si je me reste au règlement, il n'y a pas de crédits, etc. Mais je pense que c'est important. On va en parler. Et aussi il faut le dire que... D'abord, parlons de l'histoire, parce que, l'histoire, il faut la répéter pour que les gens se souviennent. Le propriétaire a pris une décision unilatérale, au mois de décembre, de fermer l'usine. Il a envoyé même un avis aux travailleurs pour ramasser leurs boîtes à lunch puis sortir leurs coffres de l'usine, et la décision était finale. Nous sommes intervenus, parce qu'il est important pour les travailleurs... parce que, comme la députée de Taschereau a dit, c'est serré, mais parce qu'on a un cousin, on a un ami, on a quelqu'un qui travaille dans cette usine-là. Et aussi c'était important pour la région, avec les retombées économiques importantes au niveau fiscal et financières pour la région, d'intervenir.

Nous sommes intervenus. Nous avons négocié avec le propriétaire jusqu'à la dernière minute, je me souviens, pendant deux jours, où on a discuté, avec le propriétaire, l'argument que nous avons. Évidemment, on a... pas juste avec le propriétaire, mais on a discuté avec le syndicat. On était accompagné avec les travailleurs. Et finalement on a réussi à convaincre l'employeur de se donner, avec les syndicats, une dernière chance pour tout le monde de s'asseoir autour de la table. Ils ont accepté, et ils se sont assis autour de la table, négocié pour les trois usines, mais on a inclus Québec parce que Québec n'a jamais été dans leurs plans. Ça a toujours été les deux autres usines, dans Masson et Rivière-du-Loup. Et je pense qu'on a fait un tour de force de ramener tout le monde autour de la table.

Il y a eu des négociations et des discussions pendant plusieurs, plusieurs semaines, parce qu'on est partis de loin avec une décision de fermeture pour des raisons financières, etc., selon le propriétaire. Et nous avons dit aussi que, nous, si vous avez besoin du gouvernement du Québec pour aider, améliorer la viabilité, la rentabilité de l'usine, on est prêts à intervenir, évidemment, dans l'objectif de rouvrir l'usine. Alors, là, ce qui est arrivé...

Évidemment, ce qu'il est important de noter, et ça, c'est un élément fondamental, c'est que la compagnie est devant la cour. Je peux vous le donner après, là. La compagnie est devant la cour, et, les interventions, c'est seulement cette compagnie-là... qu'elle peut faire devant la cour. Un investisseur étranger qui arrive puis il dit qu'il veut investir, il ne peut pas le faire si la cour n'accepte pas et si l'employeur lui-même n'accepte pas. Alors, ça, c'est très important.

Donc, nous sommes en train de discuter avec eux pour améliorer la rentabilité, pour faire des investissements en termes d'approvisionnement forestier, en termes d'amélioration du procédé, amélioration de la rentabilité de l'usine, ce qui nous permet d'ajouter... Les travailleurs ont fait un pas géant. Et il y a aussi l'autre élément qui n'est pas... C'est très compliqué. C'est au niveau des régimes des rentes, parce que les modifications apportées sont complexes, et la Régie des rentes est en train de travailler sur ces éléments-là pour avoir un élément... Parce qu'il faut comprendre que ce que nous appliquons ici est applicable partout. Donc, il faut être le plus...

Donc, on continue ces discussions-là. Il y a eu des rencontres, plusieurs rencontres la semaine dernière et avant, et on souhaite qu'on arrive rapidement à une entente. Avant de donner de l'argent, il faut s'assurer de l'état financier de l'entreprise, il faut s'assurer de la viabilité, que les chiffres sont bons puis qu'on s'en va en bonne direction.

Le Président (M. Morin): Allez-y. Quand les échanges sont bons, je n'interviens pas.

Mme Maltais: M. le ministre, vous avez dit quelque chose d'important. Avant de verser de l'argent de l'État québécois, on va regarder les états financiers. Juste une dernière question.

On veut tous la relance de l'usine, vous avez travaillé là-dessus, moi aussi, puis vous le savez. On a travaillé, entre autres, à l'idée d'un comité de relance. J'ai investi, il y a des caisses qui ont investi. Tout le monde a essayé de trouver des

solutions au cas où il n'y aurait pas de réussite dans les négociations avec White Birch. Tout le monde sait qu'on a tous travaillé très fort là-dessus.

Ce propriétaire actuel a déjà été condamné pour... je pense, c'est pour fraude, je crois. Il y a déjà eu dans le passé, là, des procès. Est-ce qu'il y a une vérification sérieuse qui va être faite avant d'investir, là, vraiment, de comment cette usine, qui était viable avant, sous ce propriétaire, tout à coup, s'est avérée non viable? Vous avez dû entendre comme moi tout ce qui s'est dit au sujet de ces propriétaires. Avez-vous vérifié avant d'investir l'argent de l'État? Avez-vous vérifié si, véritablement, il n'y avait pas de manœuvre qui aurait pu être frauduleuse dans ce dossier?

M. Hamad: C'est là le point important de demander à l'employeur de donner ses prévisions financières. Ce n'est pas les états financiers, les prévisions financières, parce que Ernst & Young, qui sont les vérificateurs nommés par le juge, font cette vérification-là. Donc, on est devant un processus judiciaire, là, il faut se rappeler, devant un processus judiciaire où il y a un juge qui va décider qu'est-ce qu'il fait avec l'offre de l'entreprise. Alors, il faut toujours revenir à ça. Nous, ce qu'on fait, on bonifie l'offre de l'entreprise pour qu'elle puisse ouvrir l'usine, ce que nous faisons... notre rôle là-dedans. Et donc nous, on s'assure, en fait, que les prévisions sont bonnes et que l'investissement va être bon. Et, surtout, moi, mon objectif... notre objectif, ici, le gouvernement, c'est que l'ouverture de l'usine, elle ne sera pas pour un an, là. On veut une ouverture à long terme puis on veut que les gens reviennent puis travailler à long terme.

Les travailleurs ont fait un effort exceptionnel, les retraités aussi. Ils ont accepté de se faire couper de 30 %, ce qui est énorme. Il faut dire que, si l'usine n'ouvre pas, les retraités, ils seront coupés de 40 %, et c'est important, cette nuance-là. Et l'autre nuance qui est importante, c'est que, si une entreprise étrangère arrive puis prend possession de l'usine... Ça n'arrivera pas parce que c'est la cour qui décide, mais, si jamais, là... Parce qu'on a entendu des Indiens qui se promenaient, mais, si ces Indiens-là arrivent, là, il faut fermer le régime, il faut fermer l'usine et repartir, donc les retraités perdront 10 %. Alors, c'est important pour l'alliance, c'est pour ça qu'il faut rester avec l'offre que nous avons ici, pour leur intérêt puis essayer de repartir dans un cadre global. On l'a vu avec Domtar, rien qui dit que l'entreprise de Domtar... lorsqu'on a fait le transfert à Lebel-sur-Quévillon, c'est tout l'élément de compétition. Même si on exporte à l'étranger... White Birch exporte à l'étranger, en passant. Donc, toutes ces complications-là...

Alors, on s'assure au niveau financier, et là les grands débats, discussions sont vraiment sur les prévisions financières et les besoins spécifiques en bois. Et le régime de retraite, la Régie des rentes, c'est majeur et compliqué.

Mme Maltais: Ma question était simple. Je veux juste savoir... Donc, ce n'est pas vous, ce n'est pas le MDEIE, c'est Ernst & Young qui vérifie s'il y a eu des manœuvres frauduleuses.

Vous n'en faites pas, de vérifications là-dessus? C'est parce que je n'ai pas... C'était ça un peu, l'angle de ma question. Rapidement, là, simplement.

M. Hamad: Mais nous, on veut faire une transaction qui est en dehors des... Toute manœuvre frauduleuse, là, c'est... Et la vérification qu'on fait, là, on fait sur la crédibilité de l'entreprise. Bien sûr, on vérifie, oui.

● (10 heures) ●

Mme Maltais: C'est ça. O.K. Parfait, elle est incluse. Parfait. Merci, je pense, c'était intéressant, même si ce n'est pas strictement les budgets du Bureau de la Capitale-Nationale, c'est un sujet qui, comme je dis, fait jaser Québec.

Alors, parlons-en, des projets de la Capitale-Nationale et de la Commission de la capitale nationale. Le ministre nous a dit tout à l'heure qu'il avait effectivement annoncé le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain. C'est une annonce qui a été particulière, j'avoue, et d'ailleurs ça a été soulevé. Je dis «particulière», là, ce n'est pas un terme négatif, c'est que c'était une annonce hors de l'ordinaire. Elle est arrivée alors que nous avons un écart dans les prévisions budgétaires de 20 millions de dollars. Ça veut dire que le gouvernement est venu annoncer la promenade Samuel-De Champlain, mais on nous dit que l'ordre de grandeur des travaux sera de 80 à 100 millions de dollars. Il y a quand même tout un écart. Alors, qu'est-ce qui peut faire fluctuer ce montant de 20 millions de dollars?

M. Hamad: C'est une bonne question.

Mme Maltais: J'ai toujours de bonnes questions, M. le ministre, vous le savez, vous êtes habitué.

M. Hamad: Bien, j'aimerais ça que vous dites que c'est des bonnes réponses aussi.

Mme Maltais: Ça dépend, des fois je le dis. Tantôt, c'était une bonne réponse.

M. Hamad: En fait, la députée de Chauveau, elle a dit «particulière».

Mme Maltais: Taschereau.

M. Hamad: Taschereau. Qu'est-ce que j'ai dit?

Mme Maltais: Chauveau.

M. Hamad: Chauveau? Ah, O.K. Non, non, il ne s'est pas converti encore. Voyons, comment ça? O.K. Alors, la députée de Taschereau, elle a dit: «a été particulière». J'ajouterais: Ça a été particulièrement apprécié, cette annonce-là. J'ajoute le mot «apprécié».

Et, en fait, pourquoi la différence entre les deux? C'est parce qu'il y a toujours un piège avant. On arrivait, mettons, avant de faire le BAPE... Parce que là, ce projet-là, on va devant le BAPE, on va devant une consultation, on travaille avec la ville de Québec, on travaille avec le Port de Québec, on travaille avec le CN, Canadien National pour les chemins de fer, et on travaille avec le ministère des Transports. Donc, il y a encore des choses à finaliser et, évidemment, si les citoyens, devant le BAPE, amènent des modifications, amènent des demandes particulières qui changent un peu le dossier ou nous demandent d'autres dépenses... Et on l'a vu ailleurs, je l'ai vu dans Turcot, on l'a vu dans d'autres dossiers où on arrive puis on met un budget puis, une fois qu'on a fait et fini la consultation, il y a des demandes particulières qui peuvent arriver, qu'on veut les faire puis on trouve que c'est bon. Donc, ça peut changer le budget.

Alors, ça ne donne rien aujourd'hui d'annoncer un budget fixe, sachant très bien que des modifications peuvent arriver. Au niveau de l'environnement, on va faire des bureaux d'audiences publiques, donc il y a une consultation publique, il peut y avoir des éléments qui peuvent changer. On est devant... Et ça, c'est la politique du gouvernement pour la gouvernance, qu'on appelle, c'est un dossier d'affaires initial, dont on est à niveau, et on a donné la précision ou la marge de manoeuvre de ce dossier-là.

Mme Maltais: O.K. Quand même, c'est 25 % d'écart, là. C'est assez exceptionnel. Est-ce que c'est un 25 % d'écart en plus du 10 %, 10 % à 15 %, d'habitude, qui est... Est-ce qu'il y avait déjà un taux qui était inclus puis, en plus, on a ajouté un 20 millions? Parce que 80 à 100 millions, là, c'est 25 % d'écart, c'est gros. Alors, ce que j'aimerais savoir, c'est: Quel est l'item qui fait que vous avez un... C'est juste pour savoir quel est l'item qui fait qu'il y a une telle variation de 25 %. Puis c'est des millions, là, ce n'est pas des...

M. Hamad: En fait, on est allés par prudence et on ne dit pas que ça va coûter 100 millions. C'est vraiment la prudence, parce qu'il y a des facteurs... Je reviens encore, là... Je l'ai connue, je l'ai vécue, cette expérience-là, dans plusieurs projets. Tant que vous n'avez pas fait l'audience publique, tant que vous êtes dans un projet initial, il peut y avoir des modifications. Et ces modifications-là peuvent être importantes. On est vraiment dans un... On est en ville, alors il y a des aspects d'environnement, circulation, les voisins, le Port de Québec...

Et d'ailleurs, je dois souligner l'apport important du Port de Québec et la clientèle et le développement. Il ne faut pas non plus empêcher le développement du Port de Québec futur. Vous avez remarqué, il y a un déplacement de la voie du CN, un déplacement important, et il faut regarder aussi... Il y a toute une démolition du viaduc qu'on fait, et donc, là, c'est important.

Il y a aussi les travaux de la ville de Québec, parce que la ville de Québec travaille avec nous dans ça. Il y a les bassins de rétention que la ville va faire. La ville va aménager toute la côte de l'Église et il y a un pavillon qui va être aménagé, donc il y a des...

Alors, ça se peut que la ville arrive puis amène des modifications qui nous imposent des coûts additionnels. Mais je vais laisser Jacques compléter, si vous permettez, M. le Président.

Le Président (M. Morin): Oui, si vous voulez bien vous identifier, M. Langlois.

M. Langlois (Jacques): Alors, Jacques Langlois, président-directeur général de la Commission de la capitale nationale. M. le Président, Mme la députée de Taschereau.

Alors, M. le Président, évidemment, il faut situer ce projet-là dans une façon différente de voir les projets depuis quelques années. C'est que le gouvernement du Québec a raison, parce qu'on entendait parler beaucoup de dépassements dans les projets, il a décidé d'établir une politique-cadre pour les grands projets, c'est-à-dire les projets qui excèdent 40 millions de dollars. Et il y a toute une procédure qui est établie à l'intérieur de ça qui fait en sorte que, quand le gouvernement prend sa décision finale, il veut qu'elle soit finale. Donc, il impose aux organismes comme le nôtre une procédure qui fasse en sorte que, quand il va prendre sa décision finale, il ait les bons chiffres.

Donc, ce qu'on a fait, c'est qu'en 2009 il nous a dit: Allez de l'avant et préparez votre dossier d'affaires initial, ce qu'on a fait. Donc, on est partis d'une idée effectivement qui avait déjà existé, qu'on a peaufinée, pour éventuellement en arriver à un concept qui n'est pas celui qui était au départ, qui est même, je vous dirais, différent de ce qui avait été imaginé parce que, là, on rentre dans des contraintes plus terre à terre.

Et, ce faisant, ils nous ont libéré une somme d'argent pour... Par la suite, lors de l'acceptation du dossier d'affaires initial en juin ou juillet 2010, ils nous ont autorisés à aller de l'avant pour préparer le dossier d'affaires final. Il a dit: Il y a suffisamment de choses intéressantes à l'intérieur de votre projet... Les ordres de grandeur, bien, sont à préciser parce qu'il y a beaucoup de négociations à faire, il y a beaucoup de consultations à faire aussi. Et, quand vous aurez votre dossier final, accompagné par des comptables, approuvé par Infrastructure Québec, recommandé au Conseil des ministres, le Conseil des ministres, à ce moment-là, prendra une décision finale sur le projet.

Mme Maltais: M. Langlois, je vous remercie.

Le Président (M. Morin): ...Mme la députée de Taschereau, pour votre consentement.

Mme Maltais: Je connais bien le principe d'Infrastructure Québec, et tout. Je vous remercie. Je comprends que le gouvernement vous a donné le O.K. pour avancer. Il a dit: Bon. On peut en faire une annonce. Ma question est toute

simple, c'est: Est-ce qu'il y a une évaluation à l'heure actuelle qui nous mène à 80 millions? Vous avez quand même une série de chiffres que vous n'avez pas rendus publics, si je comprends bien. Il y a sûrement une étude chiffrée qui existe qui vous mène autour de 80 millions.

M. Langlois (Jacques): C'est-à-dire qu'on est en mode... Ce qu'on a rendu public, c'était à la demande du milieu, c'était le projet: ça va ressembler à quoi, la promenade phase III? Donc, on a dit, M. le Président: On va rendre le projet public, voici sur quoi on travaille et ce qu'il reste à déterminer. Quand on a déposé le dossier d'affaires initial... À l'origine, on livrait le dossier pour 2013-2014. Oui. Mais là... Là, on est rendus en 2016. Donc, prenez n'importe quel grand projet de l'importance de 80 millions et vous y ajoutez un retard. Déjà là, il faut prendre en compte ces montants-là. L'indexation était jusqu'en 2010. Et là on s'en va à 2016. C'est quand même important.

D'autre part, à l'intérieur de ce projet-là, quand on a développé un concept préliminaire, on s'est rendu compte qu'on avait des négociations importantes à réaliser avec le CN, avec le Port de Québec, avec la ville de Québec, avec d'autres partenaires. Nous avons des ententes de principe avec tous ces partenaires-là. Mais on est en train de finaliser les coûts définitifs. Si on défait — je vous donne un exemple — le viaduc qui actuellement reçoit la voie ferrée, on doit interrompre le transport ferroviaire à cet endroit-là pendant un certain temps et le détourner vers la voie Québec-Gatineau. Alors, ce faisant, il y a des coûts qui sont à chiffrer dans ça et qui seront dans le rapport final.

Mme Maltais: Parfait. Mais...

M. Langlois (Jacques): Donc, ce qui serait extrêmement dangereux pour nous, à ce moment-ci, M. le Président, ce serait de livrer des chiffres un peu n'importe comment sans avoir un dossier complètement final.

Mme Maltais: M. le Président, merci beaucoup. J'apprécie quand les réponses, surtout complémentaires, sont brèves mais je comprends que vous ayez ça. Ce que je voudrais avoir... Le ministre dit qu'il a pu présenter ça, ce projet, parce qu'il avait eu le dépôt du rapport final d'étude d'impact sur l'environnement du ministère du Développement durable. Il y avait... Il y a eu un rapport d'impact. Je voudrais savoir si ce rapport d'impact va être rendu public.

M. Langlois (Jacques): Oui. Alors, le processus du Bureau d'audiences publiques...

Mme Maltais: Ma question est au ministre.

Une voix: ...

Mme Maltais: Non, je demanderais d'abord une réponse du ministre, c'est lui qui est responsable ministériel, et, ensuite, des compléments d'information des autres. Ça, c'est la normale d'une étude de crédits. Moi, j'apprécie avoir la réponse politique d'abord, c'est lui qui est responsable, et, ensuite, j'apprécie toujours, avec plaisir, les compléments d'information des gens qui sont sous la responsabilité du ministre, M. le Président.

Le Président (M. Morin): Ça va, de temps en temps, je suis là. Oui, M. le ministre.

M. Hamad: C'est nouveau, mais ça fait plaisir. La réponse, c'est oui. Il y a un complément du P.D.G. Allez-y, M. Langlois.

M. Langlois (Jacques): Alors, c'est un dossier, comme pour la phase I, qui est soumis à l'examen du Bureau d'audiences publiques. Alors, nous avons, tel que prévu par la loi, transmis au MDDEP l'étude du dossier, l'étude...

Une voix: ...l'étude environnementale.

● (10 h 10) ●

M. Langlois (Jacques): ...environnementale, O.K.? On l'a transmise le 14 mars. Et, quand on dépose cette étude-là, 45 jours plus tard, elle est publique. Alors, vous comprenez qu'avec un projet de cette importance-là, si on avait attendu qu'elle soit rendue publique, tout le monde se serait tirés sur nous comme la misère sur le pauvre monde pour essayer d'avoir des informations sur le projet. Donc, à partir du moment... et pour ne pas retarder le projet, il fallait le déposer. On l'a déposé, et c'était logique de faire une annonce pour expliquer le concept avant que ça soit rendu public.

Mme Maltais: Ah! Donc, on l'aura... Elle sera rendue publique de façon automatique dans les...

M. Langlois (Jacques): Début mai ou au cours du mois de mai.

Mme Maltais: Au cours du mois de mai, bien, dans les 45 jours. On va être assez vigilants là-dessus.

Est-ce que vous pouvez me dire quelle est la proportion, M. le ministre, quelle est la proportion du plan d'eau protégé avec une portion plus profonde, propice à la détente, comme elle est appelée dans les documents? C'est quoi, la proportion de cet élément-là dans l'espèce de lieu de baignade, dans tout l'élément, juste en proportion? Parce que je dirais que c'est un des éléments qui a été les plus questionnés par les citoyens.

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Je sais que la députée de Taschereau, les piscines, elle aime ça puis elle a d'autres dossiers piscines à Québec.

Mme Maltais: Tout à fait.

M. Hamad: Le bassin Louise.

Mme Maltais: Le bassin Louise. D'ailleurs, le Port du Québec vient de dire que c'est une très bonne idée d'y faire du patinage. C'était mon idée.

M. Hamad: Et le patinage sur le bassin Saint-Louis? Oui, c'est une bonne idée, c'est vrai. Et donc, en fait, ce n'est pas vraiment une piscine. C'est un plan d'eau que nous faisons, et, ce plan d'eau, ça se fait ailleurs. Ils m'ont montré des photos, je ne me rappelle pas où, mais c'est juste donner une largeur d'eau, là, dans le fleuve. Et c'est une piscine d'épaisseur, si ma mémoire est bonne...

M. Langlois (Jacques): C'est-à-dire qu'elle descend... Elle part de zéro puis elle descend à quatre pieds, M. le Président.

M. Hamad: Quatre pieds, c'est ça, à quatre pieds. C'est un plan d'eau qu'on fait. Et la proportion est combien?

Mme Maltais: En argent.

M. Langlois (Jacques): En argent?

Mme Maltais: En argent.

M. Hamad: Ah! En argent.

M. Langlois (Jacques): Ça, écoutez, je pourrai vous fournir les données quand on les aura, M. le Président, mais actuellement on ne peut pas sortir le projet par bouts, après ce qu'on a dit tout à l'heure, qu'on doit finaliser. On ne sait pas comment ce projet-là va être reçu par le BAPE et quelles seront les exigences posées, quelles seront les conditions que la ville ajoutera si elle devient gestionnaire du plan d'eau. Donc, ça serait très aléatoire de vous dire maintenant: Ça vaut tant faire ça.

Donc, quand ces ententes-là seront déterminées, seront finalisées, quand on aura les coûts définitifs, ça nous fera plaisir de les rendre publics.

Mme Maltais: Quand, donc, aurons-nous les coûts définitifs?

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Quand on termine... Là, on a un dossier d'affaires initial. Il va y avoir un dossier d'affaires définitif. Ça veut dire quoi? On termine l'audience publique, on recueille les commentaires des gens, on passe par le ministère de l'Environnement pour avoir le certificat d'autorisation. Une fois qu'on a un certificat d'autorisation... Dans l'échéancier, c'est 2013.

M. Langlois (Jacques): Début 2013.

M. Hamad: Début 2013. Et là c'est une décision gouvernementale après.

Mme Maltais: Parfait. Est-ce qu'il me reste du temps?

Le Président (M. Morin): Une minute.

Mme Maltais: Une minute? Bon, reportons-la sur l'autre bloc. Merci.

Le Président (M. Morin): O.K. Donc, merci, Mme la députée de Taschereau. On se dirige à l'ouest de la Capitale-Nationale, dans Portneuf.

M. Matte: Merci, M. le Président. Je voudrais souhaiter un bon matin à tous. Je voudrais profiter aussi, là, pour saluer mes collègues de l'opposition ainsi que mes collègues ministériels, vous aussi, M. le ministre, ainsi que le personnel qui vous accompagne, là. Alors, une bienvenue. Vous aussi, M. le Président, vous êtes inclus, là, dans...

Le Président (M. Morin): O.K.

M. Matte: Alors, vous savez qu'on parle de la Capitale-Nationale. Souvent, on a tendance à se référer uniquement à la ville. Vous avez fait allusion, dans vos remarques préliminaires, M. le ministre, que Portneuf fait partie de la Capitale-Nationale. Il y a six MRC qui composent la Capitale-Nationale, et je partage effectivement les mêmes remarques que ma collègue de Taschereau en disant qu'on est fiers de faire partie de la Capitale-Nationale. C'est vraiment une belle région administrative, qui est variée puis qui se développe, où qu'on peut retrouver la tranquillité.

Puisqu'on parle des crédits, M. le ministre, je voudrais vous interpellier concernant les infrastructures régionales. Vous savez qu'au cours des dernières années on a investi massivement, là, dans nos infrastructures, tant municipales... Puis aussi, nous avons accéléré nos investissements pour moderniser nos équipements, que ce soient les écoles, les hôpitaux ou tout simplement nos institutions culturelles. Ça nous a permis aussi... Je pense qu'en investissant massivement, là, dans nos infrastructures, ça nous a permis de passer à travers la crise économique.

Et on avait mis aussi de l'avant... Notre gouvernement a mis de l'avant différents programmes, que ça soit le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, ou que ça soit le programme de renouvellement des infrastructures, ou Chantiers Canada-Québec, et a fait en sorte que c'est toute la région de la Capitale-Nationale qui en a profité.

Nous avons choisi d'investir dans ce patrimoine parce que nous avons voulu laisser à nos générations futures, elles, un héritage, un legs, là, où que nos infrastructures seront de bonne qualité. Vous le savez, qu'au cours des 30 dernières années on les avait négligées. Donc, avec la vision de notre gouvernement, nous serons en mesure de laisser un héritage à cette nouvelle génération.

Au cours des dernières années, il y a eu plusieurs projets, là, qui se sont multipliés dans la région de Québec dans sa lancée, dans sa modernisation des infrastructures. Ma collègue de Taschereau parlait de continuité, alors que moi, je parlerais beaucoup plus d'accélération. Je pense qu'au cours des dernières années et dans la Capitale-Nationale, nous avons procédé, nous avons fait des investissements majeurs, nous avons accéléré nos investissements.

J'aimerais ça... M. le ministre, est-ce que vous êtes en mesure de pouvoir nous quantifier quelles sont les sommes d'argent qui ont été investies dans la Capitale-Nationale, mais aussi de nous faire l'énumération de différents projets, tant au point de vue culturel que social? Qu'est-ce que nous avons fait au cours des dernières années dans la Capitale-Nationale?

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Merci, M. le Président. Je vais remercier mon député, mon collègue député de Portneuf, d'ailleurs, pour l'excellent travail qu'il fait dans son comté, dans sa région, une région qui a besoin de beaucoup d'aide et de support du gouvernement et du milieu. Et ça va bien dans Portneuf aujourd'hui lorsqu'on regarde le taux de chômage, lorsqu'on regarde l'emploi, on regarde le développement des entreprises, le développement en santé aussi. C'est grâce au député de Portneuf, qui a amené des projets de santé dans son comté. Il continue à travailler très fort.

Alors, en trois ans seulement, M. le Président, puis je suis fier... Mais ça, c'est un secret entre nous ici, là, c'est parce qu'il ne faut pas faire des jaloux ailleurs, là. Mais, en trois ans, dans la région de Québec, on a investi 2 milliards de projets ici, dans la Capitale-Nationale. Alors, on s'entend? C'est un secret entre nous: ici, c'est 2 milliards de dollars.

Selon Québec International, en 2011, il y avait 127 projets d'investissement en chantiers pour une valeur de 7,9 milliards de dollars dans la région de Québec... 7,9 millions de dollars dans la région.

Une voix: ...

M. Hamad: ...7,9 milliards de dollars dans la région de Québec. En 2012, les projections, c'est autour de 4,5 milliards... C'est des projections maintenant. On prévoit 4,5 milliards de projets.

Alors, juste un petit rappel de quelques projets que nous avons soutenus, puisque le député de Portneuf me l'a demandé. Alors, c'est le projet... évidemment le musée des beaux-arts, c'est 33,7 millions de dollars, la construction du super PEPS, 35,7 millions de dollars. En passant, le projet super PEPS, on se rappelle, on a eu des débats ici, c'est... Le temps oublié là, on a eu des débats sur les prix, sur les coûts, c'est les mêmes questions qu'on a sur Samuel-De Champlain. On a eu les mêmes questions sur ça. On avait eu des doutes sur le budget puis l'échéancier. Le projet est terminé en bas du budget puis on a respecté l'échéancier. Et pourquoi? Parce qu'on a suivi les mêmes procédures qu'on fait maintenant avec le projet Samuel-De Champlain: on vérifie les estimations, les coûts et on s'assure que ce projet-là est réalisé.

La construction du stade Chauveau, le projet récréotouristique Massif de Charlevoix, un projet de plusieurs centaines de millions de dollars dans la région, un projet majeur, 300 quelques millions avec... Ça prenait un entrepreneur, un gars qui aime sa région pour investir, et nous avons supporté dans son projet, c'est 36 millions.

La deuxième phase de l'agrandissement de l'aéroport international Jean-Lesage, 50 millions sur 225 millions. Et vous le savez, en 2003, l'Aéroport de Québec, il y avait à peu près 700 000 passagers. Là, on est rendus à 1 million quelques, et on s'en va vers à peu près 2 millions de passagers à l'Aéroport de Québec. Et ça, là, c'est tout à l'honneur de la région, les destinations d'affaires, tourisme. Et, pour nous, c'est très important.

Le projet de l'amphithéâtre, 200 millions; le projet d'agrandissement Centre des foires, 10 millions; le projet d'agrandissement, Centre des congrès, 36 millions; le projet de prolongement de la promenade Samuel-De Champlain, entre 80 et 100 millions; mais aussi les deux phases précédentes de la promenade, 70 millions et 6 millions.

Rappelons-nous, le 70 millions pour la promenade, le premier projet, c'était le legs pour le 400e, qui est très, très populaire et a gagné des prix — puis je sais que toute la région est contente — est devenue une partie de la signature de la ville de Québec. Les gens de Montréal, quand ils prennent le boulevard Champlain, ils apprécient énormément le paysage de Québec. Et un projet qui a été promis à la dernière élection, 6 millions, la phase II, où on relie Cap-Rouge à la promenade Samuel-De Champlain, est en cours, en réalisation.

Le projet Diamant, le projet Diamant de Robert Lepage où Robert Lepage travaille ce dossier-là depuis des années pour la région de Québec. Le lancement du bureau de projet sur l'entrée des ponts, un autre projet qui va faire une autre signature de la ville de Québec. On a travaillé beaucoup dans le Vieux-Québec, il était important de le faire dans Estimaerville, dans le comté de Jean-Lesage. Mais aussi, on a négligé, dans le passé, toute l'entrée de Québec et le côté ouest de la ville de Québec et maintenant on le travaille. Et, en regardant mon collègue député de Vanier, évidemment Robert-Bourassa... Beaucoup d'investissements que nous avons faits dans Robert-Bourassa. Le Palais Montcalm et aussi... Je peux continuer longtemps.

● (10 h 20) ●

En transport, je suis très fier de le dire, les investissements en transport dans la région de Québec — et je vais le répéter — les investissements en transport dans la région de Québec... Cette année, il y a eu 400 projets, 400 millions de dollars. C'est le deuxième plus important investissement en transport après la Montérégie, et on sait que la Montérégie, c'est une région très, très grande, regroupe trois régions ou presque. Et la région de Québec, c'est la deuxième en investissements de transport, et l'équipe de Transports Québec a travaillé très fort pour que les citoyens de Québec ne sentent pas tous ces travaux-là dans la circulation, etc. De temps en temps, on a des problèmes, mais... Dans l'ensemble, c'est 400 millions de dollars d'investissement. C'est un record dans l'histoire de la région de Québec en transport.

Il y a eu 118 chantiers, 5 000 emplois. On parle de: la réfection de... le pont d'étagement autoroute Félix-Leclerc à Saint-Augustin; l'autoroute Henri-IV, l'échangeur nord des ponts, réaménagement des bretelles; autoroute Laurentienne dans le comté de Charlesbourg; reconstruction du pont de l'autoroute Robert-Bourassa, c'est dans le comté de Vanier; autoroute Charest, ça, c'est dans plusieurs comtés; réparation de murs de soutènement, 138 dans Charlevoix, Deschambault, dans le comté de mon collègue; l'asphaltage de la 138 de Petite-Rivière-Saint-François et d'autres travaux.

Alors, M. le Président, il y a eu beaucoup d'investissements, et ce qu'il est intéressant de noter, c'est qu'il y a des investissements du gouvernement du Québec mais en parallèle, ce que nous souhaitons toujours, c'est les investissements privés, et les investissements privés sont confirmés par Québec International, que nous avons actuellement: 7,9 milliards. Et ça, c'est l'année dernière en 2011. Et, dans 7,9 milliards, beaucoup d'investissements privés, ce qui nous permet de dire et aussi de croire que ces combinaisons d'investissements permettent d'avoir les résultats que nous avons aujourd'hui.

Le Président (M. Morin): M. le député de Portneuf.

M. Matte: Oui. Merci, M. le Président. J'ai remarqué, M. le ministre, dans l'énumération des différents projets que vous avez mentionnés que, dans la Capitale-Nationale, il y avait beaucoup de projets et d'infrastructures qui avaient des retombées dans mon comté et dans celui de Portneuf mais aussi qui débordaient, là, sur les autres MRC, là, qui entourent la Capitale-Nationale. Alors, je sais que vous avez mentionné que, dans Portneuf, il y avait des projets mais il y en a eu tellement que c'est impossible pour vous de tous les mentionner. Je voudrais quand même préciser qu'il y a eu le CHSLD à Pont-Rouge, qui est un investissement de plus de 13 millions de dollars qui s'est concrétisé au cours de l'année. C'est quand même important de le mentionner.

Toujours... Vous avez fait l'éloge là, de la Capitale-Nationale qui est en croissance, qui a un développement fulgurant, qui est soutenu, qui même fait l'envie, là, de plusieurs municipalités et même de la métropole de Québec qui envie l'engouement qui se développe là dans la Capitale-Nationale. Son développement est soutenu, là, parce qu'il y a beaucoup d'effervescence. On a réussi à investir, comme vous l'avez mentionné, au niveau de la culture, au niveau des équipements sportifs.

Puis même, actuellement, il y a tellement d'engouement qu'on a des files d'attente, là, pour pouvoir se procurer le passeport sur le Festival d'été. Je pense que ce sont des événements qui ont fait en sorte que Québec, la Capitale-Nationale, de plus en plus, on est sur la scène internationale. On a fait venir des chanteurs, des artistes de renommée, ce qui fait en sorte de contribuer...

Puis, on le sait, que, pour qu'une région puisse se développer, c'est important qu'on y conserve un esprit et de croissance mais un esprit de positivisme. On constate que même, tu sais, c'est agréable de vivre dans la région de la Capitale-Nationale parce qu'il y a beaucoup d'événements et c'est... On a créé un climat, tu sais, une atmosphère, là, où que les investisseurs sont appelés à investir et à se développer.

Par contre, je constate que, depuis mon arrivée à l'Assemblée nationale, je quitte de Portneuf pour venir à Saint-Marc, il y a une circulation beaucoup plus dense. Et souvent, là, il y a un embouteillage sur la 40 avant d'arriver sur le boulevard Charest. Je constate que, oui, il y a une croissance de Québec, mais ça génère certains problèmes de circulation. Et j'aimerais vous entendre là-dessus: Est-ce que, toujours dans la perspective de pouvoir solutionner tous les problèmes, il y a un plan d'action? Qu'est-ce qu'on pense faire pour essayer de rendre la circulation beaucoup plus fluide? Est-ce qu'il y a un plan d'action pour faire en sorte, là, d'accélérer, de faire en sorte que la circulation soit beaucoup plus fluide? J'aimerais vous entendre là-dessus, M. le ministre.

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Je vais aller plus large que la question de mon collègue, je vais aller parler de l'accès autour de la région. Et, je me souviens, c'était beaucoup le débat de la chambre de commerce. On parlait souvent: l'accès de la région est un élément fondamental dans le développement de la région.

Alors, l'accès de la région, c'est... D'abord, je reviens encore... Avec le maire et le ministre des Transports, l'année dernière, et le ministre responsable de la Capitale-Nationale, on a mis un comité en place — c'était le Bureau des grands projets — pour une mission de proposer l'aménagement complet du secteur... l'entrée des ponts à boulevard Laurier. Et ça, c'est majeur parce qu'avec le maire ce que nous avons décidé de faire ensemble, c'est... Le maire veut développer tout

le boulevard Laurier, un beau projet de développement. Et nous, on avait toute l'arrivée des ponts, l'entrée des ponts avec Henri-IV, Duplessis, boulevard Laurier, les deux ponts. Alors, il y avait un projet majeur à développer ici, à réorienter. Et, en même temps, c'est tout l'aménagement autour.

On voulait avoir un aménagement urbain développé et que ça devient... pour quelqu'un qui arrive de l'Aéroport de Québec, des ponts, traverse les ponts — et on veut travailler avec la Rive-Sud aussi — que ce soit la signature de Québec moderne. On a la ville de Québec historique puis on va avoir aussi le Québec, la ville de Québec moderne. Et l'endroit où on peut donner cette image-là, c'est cet endroit-là. Et c'est un projet majeur pour le gouvernement du Québec parce qu'il faut faire tout l'échangeur qui est là. C'est un grand échangeur, et c'est énorme, l'implication sur la circulation, sur l'image de Québec, sur la circulation des ponts et aussi la Rive-Sud, évidemment, parce que ça inclut l'aménagement de la Rive-Sud. Alors, c'est une vision à long terme, mais ça commence aujourd'hui par faire les études là-dessus.

Deuxièmement, l'accès à la région. Là, on parlait de l'entrée. Deuxième accès de la région, c'est le TGV, ou le train grande vitesse. Et nous croyons, pour Québec, avec les études que nous avons faites, que Québec mérite d'être là, et ce projet Québec-Windsor est majeur, est important pour Québec. Les études ont démontré que c'est à peu près 1 h 15 min... on se rendrait au centre-ville de Montréal. L'impact est majeur pour l'économie du Québec. Malheureusement, le gouvernement fédéral ne croit pas beaucoup à ce projet-là. Et la province de l'Ontario croit énormément comme nous. Et pour Québec... Québec sera un grand gagnant dans ce projet-là. Donc, nous continuons à travailler dans ce dossier-là.

L'autre élément aussi, c'est l'Aéroport de Québec. Comme j'ai dit, l'Aéroport de Québec, il est rendu à 1,5 million de voyageurs, qu'on continue vers le cap de 2 millions de voyageurs, et c'est important. L'atterrissage... Il y aura des grands avions, tout l'aménagement à l'Aéroport de Québec, et ça, c'est un investissement de 50 millions que nous avons fait.

L'autre accès vers Québec, c'est le Port de Québec. Le Port de Québec... Actuellement il y a un projet de développement d'une valeur de 250 millions dans le Port de Québec. Et le Port de Québec... Compte tenu du Plan Nord, le Port de Québec a décidé d'investir 50 millions pour s'adapter davantage et avoir des opportunités pour le Plan Nord, et, pour eux, c'est un projet important.

En plus, on a la stratégie de développement des croisières internationales, où on sait qu'on amène beaucoup de touristes à Québec. Et ces touristes-là, ils restent une journée, deux jours à Québec. Il y a des retombées très majeures. La stratégie que ma collègue a annoncée, c'était 52 millions de dollars pour plusieurs ports... escales... croisières au Québec, entre autres, évidemment, la ville de Québec. Et c'est un projet important, il y a des retombées majeures pour la ville de Québec, la région de Québec.

Donc, port, aéroport, accès routier, développement... Et évidemment on a d'autres projets aussi de développement. Quand je regarde mon collègue député de Montmorency, on a le... Son rêve, c'est avoir le pont de l'île d'Orléans, que ce projet-là avance bien.

Une voix: ...

● (10 h 30) ●

M. Hamad: Ça, c'est une bonne idée. C'est ce qu'il me dit tout le temps: C'est une bonne idée. Les études sont pas mal avancées. On continue, parce que, là, il faut faire un choix, et, nous l'avons toujours dit, suite à la suggestion de mon collègue député de Montmorency, de faire ça avec le milieu aussi, avec les élus de l'île d'Orléans et La Côte-de-Beaupré pour voir lequel... qu'est-ce qu'on choisit: Est-ce que c'est un pont ou c'est une jetée? Et les études avancent bien là-dedans pour un jour qu'on... Parce que, le vieux pont, un jour il faut le remplacer. Ça date, si ma mémoire est bonne, des années trente. Et donc il faut travailler pour le remplacer, et ça va être très bon pour la région aussi d'avoir un pont qui va relier...

Puis il faut qu'on regarde dans le cadre de... aussi Samuel-De Champlain, la phase IV, parce que la phase IV, Samuel-De Champlain, qu'on a commencé les études — probablement, on en parlera tantôt — c'est la baie de Beauport aussi, développer, puis développer le coin aussi du député de Jean-Lesage avec D'Estimauville, puis faire un lien, puis permettre aux citoyens de Beauport, citoyens de Jean-Lesage, d'avoir accès aussi de l'autre côté.

Et on sera une des seules villes, en passant... C'est frappant, M. le Président, de constater qu'à Montréal ils n'ont pas autant de longueur d'accès au fleuve qu'à Québec. Et c'est très peu de villes au Québec qui ont autant accès sur le fleuve Saint-Laurent que la ville de Québec. Alors, c'est pour dire que, dans notre histoire, on n'a jamais pensé d'avoir l'accès vers le fleuve immédiatement. Dans le temps, on a toujours reculé dans la terre. Mais la ville de Québec est la première ville où on a le plus long accès au fleuve. Et, si on termine la baie de Beauport, à partir de Cap-Rouge, même, on peut aller à Saint-Augustin, puis on finit sur toute la Côte-de-Beaupré, c'est plusieurs kilomètres d'accès direct sur le fleuve Saint-Laurent et c'est tout à l'honneur des citoyens.

Si on regarde la Rive-Sud — je sais que le président vient de la Rive-Sud — on est sur le fleuve, mais il y a un peu moins d'accès. Mais, avec lui, on va en avoir, des accès. Merci.

Le Président (M. Morin): Justement, justement, vous pourriez faire un clin d'oeil, voir pour un lien avec la 132?

Une voix: ...

Le Président (M. Morin): Non... Oui, vous avez un peu de temps, moins de deux minutes.

M. Matte: Merci, M. le Président. Bien, puisqu'il nous reste à peine deux minutes, si vous me permettez, je voudrais profiter, là, de parler de mon comté. Parce que je pense que l'étude des crédits, c'est une occasion aussi de rêver et de parler de notre comté. Bon, même si beaucoup a été fait dans Portneuf, il reste beaucoup à faire. Et, je me souviens, l'engagement que j'avais pris, c'était de faire en sorte que Portneuf reçoive sa juste part. Bien, je dois vous avouer, M. le Président,

qu'après trois ans — pratiquement trois ans et demi — Portneuf a reçu un peu plus que sa juste part. Je le dis en toute humilité... Mais il faut savoir que c'était bien, parce qu'on avait du rattrapage à faire. Il demeure aussi qu'on doit faire du rattrapage dans Portneuf.

Alors donc, vous le savez, que la grande région de Portneuf est en croissance parce que le débordement de la ville de Québec s'effectue aussi dans Portneuf. J'ai des municipalités qui sont en croissance, qui ont... des municipalités où que leur population a doublé. C'est sûr que ça nécessite d'autres besoins, d'autres services. Donc, pour les prochaines années, on devra investir beaucoup, là, en termes d'écoles, O.K., parce qu'on songe, là, avoir de besoin d'écoles, c'est criant, c'est urgent, mais aussi en termes de garderies. Mais il ne faut pas négliger pour autant non plus toute la dimension économique.

On constate que Portneuf devient de plus en plus une région attractive, c'est une région qui est accueillante. Puis aussi on veut faciliter la venue des familles, mais aussi la venue des investisseurs. Alors, j'ai toujours apprécié, là, la collaboration que j'ai eue de votre part, M. le ministre, qui êtes responsable de la Capitale-Nationale, mais aussi je voudrais le faire... de mes collègues, là.

Une voix: ...Alcoa?

M. Matte: Alcoa, c'est vrai qu'on a, bon... Si on parle, là, tous les investissements...

Le Président (M. Morin): M. le député de Portneuf... Oui, si vous voulez conclure, parce que vous vous en allez sur trois minutes.

M. Matte: O.K.

Le Président (M. Morin): Mais ça allait bien, là, je voulais simplement dire... M. le ministre, vous avez bien entendu ce que le député de Portneuf vous a signalé? Je vous remercie.

M. Matte: Juste en terminant, pour vous dire, là, tu sais que...

Le Président (M. Morin): Oui, allez, allez...

M. Matte: Puis j'apprécie la collaboration de la députée de Taschereau...

Une voix: ...

M. Matte: Oui, on déborderait, là, tu sais. O.K.

Le Président (M. Morin): Allez.

M. Matte: Mais il faut dire, là, qu'on a réussi à signer une entente avec Alcoa dans Deschambault-Grondines, c'est quand même majeur. Et ça nous permet aussi d'assurer puis de rêver pour un éventuel agrandissement. Donc, il faut rêver dans la vie.

Mais, ce que je suis le plus fier, c'est qu'à Saint-Casimir, on avait une usine de contreplaqué et la pérennité était «so-so». Avec un investissement qu'on a donné, on a assuré la pérennité, on a consolidé les emplois, mais c'était une institution, là, chez nous.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le député de Portneuf.

M. Matte: Merci.

Le Président (M. Morin): Donc, M. le ministre, vous avez pris bonne note? M. le député de Chauveau? C'est à vous.

M. Deltell: Alors...

Le Président (M. Morin): Oui? Ça va, c'est à vous. C'est moi qui dirige les travaux.

M. Deltell: C'est beau. Merci, M. le Président. Salutations à vous, collègues ministériels, Mme la députée de Taschereau, M. le ministre, mes chers amis du cabinet et de la Capitale-Nationale. Salutations particulières à M. Pinault, dont je me souviens très bien. Lorsqu'il travaillait au CAA, on était voisins puisque TQS était juste à côté.

M. le Président, je fais miens les propos tenus par le ministre et par la députée de Taschereau concernant le fait que la région parle d'une seule voix. Et il est vrai que l'administration de la région de Québec, la gestion de la région de Québec se fait en continuité et que ce n'est pas spontané, ce qui se passe, mais c'est bien parce qu'il y a des gens qui ont eu une vision, il y a 15, 20 ans, à commencer par le maire L'Allier et les administrations provinciales qui se sont succédé, et qui ont fait en sorte qu'aujourd'hui Québec va bien, nous le reconnaissons. Et on peut reconnaître aussi, M. le Président, que Québec est une inspiration pour l'ensemble de la province pour la raison suivante, c'est que, oui, on porte des chandails différents,

mais on a tous la même vision, on veut le bien de la région de Québec. Et, même si on n'a pas tout à fait le même chemin, qu'on propose le même chemin, on a tous la même destination, et ça, bien, c'est pour ça que j'affirme que Québec est une inspiration pour le reste de la province.

Mon temps est compté. J'aimerais aborder trois thèmes avec le ministre. Tout d'abord, la question de l'amphithéâtre. On sait qu'il y a eu des réaménagements de l'endroit de l'amphithéâtre en raison du terrain initial, qui, finalement, ne correspondait pas à la proposition... ne correspondait pas aux standards environnementaux. Donc, on a déplacé le bâtiment. Maintenant, ce n'est pas la fin du monde, là, il est à peu près à 400 mètres. Mais j'aimerais savoir de la part du ministre: Est-ce que ça, ça va amener des changements majeurs en termes d'aménagement routier, des voies d'accès, le boulevard Hamel, le boulevard Laurentien? Il y avait tout un plan qui était prévu, on savait que ça s'en venait. Là, on parle de la rue Soumande; là, on parle de la voie ferrée aussi qui n'est pas loin. Est-ce qu'on peut imaginer une espèce de navette qui pourrait se faire par voie ferrée? Quelles sont les visions du ministère des Transports? Je sais qu'il n'est plus aux Transports, mais, quand même, il n'est pas loin de ça. Quelles visions a le gouvernement là-dessus et quel budget on a par rapport à ça?

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: D'abord, il y avait un projet sur le boulevard Hamel avec Laurentien, et ce projet-là, il était prévu de toute façon. On l'a adapté davantage au projet d'amphithéâtre. Ce projet-là continue parce que l'ouvrage qui est là a besoin des travaux. Pour Soumande et ce qui est autour, ça, c'est la ville qui est le maître d'oeuvre, et donc on va voir avec la ville, c'est quoi, les prochains projets d'aménagement qu'on peut faire ensemble pour s'adapter. Donc, le déplacement de l'amphithéâtre n'empêche pas ces travaux-là, de les faire.

Il faut dire aussi que l'emplacement qui a été changé à l'initiative de la ville pour, évidemment, respecter son budget de 400 millions, il y a eu des efforts majeurs avec Claude Rousseau, avec aussi le locataire, qui est Québecor Média ou Québecor, et ces aménagements-là... Et ils ont travaillé ensemble pour réduire les coûts de location, des... d'autres choses... pas les coûts de location, les coûts engendrés pour... par les deux parties. Et finalement le maire a fait un bon travail, puis ils sont arrivés à respecter le budget après plusieurs heures de travail, et avec Michelle Courchesne, la ministre du Conseil du trésor... présidente du Conseil du trésor, parce que ce projet-là est assujéti aussi à la même politique que les autres projets. Donc, il y a un projet de dossier initial, après ça, dossier d'affaires... Donc, les projets d'aménagement d'Hamel, ils vont avoir lieu avec le ministère des Transports. Les autres projets, c'est en fonction de la planification de la ville.

M. Deltell: Mais ma question, M. le Président, est de savoir: Est-ce qu'il y a des budgets qui sont prévus là-dessus? Est-ce qu'il y a une enveloppe provinciale qui est prévue là-dessus? Est-ce que l'aide offerte par le fédéral va être appliquée pour, je dirais, le nord, c'est-à-dire Soumande, la voie ferrée, tout ça? Quelle est votre vision? Ça va coûter combien?

M. Hamad: L'aide offerte, malheureusement, par le fédéral, la ville n'a pas statué là-dessus. Donc là, la ville, elle est en train de revoir son aménagement. Cependant, l'objectif de la ville et l'objectif du gouvernement, c'est de tout développer le secteur. Ça, c'est très important, le développement immobilier autour et tout le développement de Fleur de Lys, les hôtels, le potentiel, mais ça, c'est vraiment la responsabilité de la ville pour faire cet aménagement-là.

La programmation routière cette année, il y a un réaménagement des bretelles, autoroute Laurentien, échangeur boulevard Wilfrid-Hamel, contribution de 6,6 millions de dollars de la ville de Québec pour l'aménagement.

● (10 h 40) ●

M. Deltell: O.K. Bien, M. le Président, j'aborderais tout de suite le deuxième thème: l'aéroport. M. le ministre en a parlé tantôt, augmentation spectaculaire, faciliter de nouvelles dessertes avec les États-Unis. J'en ai personnellement bénéficié cet été alors que je suis allé faire un... je parlais en vacances avec mon amie, et on a pu profiter, justement, des nouvelles infrastructures. On l'apprécie grandement.

Mais il y a peut-être un élément, si on regarde plus loin, qui pourrait servir encore plus l'aéroport, c'est la navette, une navette d'autobus qui pourrait faire le lien entre le centre-ville, le secteur hôtelier de Sainte-Foy et l'aéroport. Je sais qu'il y a des études qui ont cours actuellement. Où est-ce qu'on en est rendus? Quelle est la proposition du gouvernement provincial là-dessus? Et est-ce qu'on peut s'assurer aussi que, cette fois-là, on ne se privera pas du privé et que les gens qui sont les premiers à bénéficier de ça, à savoir les hôtels, le monde hôtelier, seraient mis à contribution, et aussi même l'aéroport?

M. Hamad: Définitivement, c'est un besoin. Et, pour l'Aéroport de Québec, l'Office de tourisme de Québec travaille là-dessus, c'est eux autres qui «leadent» le dossier. Il y a un enjeu de rentabilité parce qu'il n'est pas rentable. C'est vraiment l'office qui est le leader là-dedans. Il faut travailler avec l'association des taxis aussi, tout ce monde-là autour. C'est un dossier, vraiment... la ville de Québec et l'aéroport. Mais évidemment plus qu'on a un accès... c'est important, parce que tous les autres aéroports, ils ont une navette, définitivement.

M. Deltell: Mais ma question plus précise, M. le Président, c'est de savoir: Est-ce que le gouvernement est prêt à investir là-dedans? Et, surtout, est-ce que le gouvernement est prêt à s'assurer qu'il va y avoir des partenaires privés dans cette opération-là?

M. Hamad: En fait, il faut que l'aéroport soit là-dedans parce qu'on attire des clients. Il faut que le privé... Et le ministère des Transports, compte tenu que c'est un transport en commun, une sorte de transport en commun, peut être impliqué. Mais on n'est pas le leader là-dedans, il faut que le privé fasse un projet rentable.

M. Deltell: Mais on a l'assurance, M. le Président, avec les propos du ministre, que, cette fois-là, on ne se privera pas du privé. C'est sûr et certain, avant même que l'entente soit faite, qu'il va y avoir du privé là-dedans, c'est bien ça?

M. Hamad: Oui.

M. Deltell: Bien.

M. Hamad: Mais je lui rappelle que son chef, aujourd'hui, n'a pas la même opinion que lui, là, dans le privé.

M. Deltell: Ça, au contraire, M. le Président, là... On ne rentrera pas là-dedans, mon temps est compté. Mais c'est sûr et certain...

M. Hamad: Il veut que son chef investisse partout dans le gouvernement.

M. Deltell: Non, non, non...

M. Hamad: C'est toutes les sociétés d'État... intervenir. Et, là-dessus, on sait qu'il y a un écart, mais ce n'est pas le sujet d'aujourd'hui. Ce n'est pas le sujet d'aujourd'hui.

Le Président (M. Morin): ...M. le député de Chauveau, il vous reste peu de temps.

M. Deltell: Oui, bien, justement.

M. Hamad: Oui, mais je suis d'accord avec le député de Chauveau, par exemple, moi.

M. Deltell: Merci, M. le Président. Dernier point — on l'a à peine abordé tout à l'heure — concernant le pont de l'île d'Orléans. J'aimerais savoir de la part du ministre — parce que c'est quand même un enjeu important, puis on sait que c'est des millions de dollars qui vont être investis là-dedans — l'échéancier. Est-ce qu'on peut comprendre que c'est définitivement écarté, le lien qui pourrait rejoindre... tout à l'heure, M. le Président en a fait état, mais...

Le Président (M. Morin): Arrêtez-vous là, M. le député de Chauveau.

M. Deltell: Comment?

Le Président (M. Morin): Résumez votre question rapidement.

M. Deltell: O.K. Est-ce que vous écarterez définitivement le lien avec la Rive-Sud?

M. Hamad: Pour le moment, aucun projet qui relie la Rive-Sud... c'est-à-dire, on parle de Montmagny, de ce coin-là, vers l'île d'Orléans. Actuellement, il n'y a pas aucun projet sur la table, à ma connaissance.

Le Président (M. Morin): Merci, monsieur. Merci, M. le ministre. C'est dommage. Donc, Mme la députée de Chauveau... Taschereau.

Une voix: Ça fait deux fois.

Le Président (M. Morin): ...porte-parole de l'opposition officielle. Allez-y.

Mme Maltais: Et pourtant il y a un monde entre... Malgré notre respect mutuel et notre plaisir à travailler ensemble, il y a un monde entre la vision du député de Chauveau et la mienne.

J'aimerais parler des investissements des sociétés d'État dans la Capitale-Nationale. Il y a eu un article dans *Le Journal de Québec*, le 19 mars dernier, qui démontrait la disproportion importante qui perdure entre les montants de commandites de sociétés comme Investissement Québec, Caisse de dépôt et de placement, Loto-Québec, Société des alcools. Et Hydro-Québec investit à Montréal, à Québec, mais la disproportion, elle est énorme. Je vais vous donner des chiffres — c'est vraiment tiré du *Journal de Québec*, moi, je n'avais pas réalisé ça depuis longtemps, là: Montréal, 2 879 828 \$ en 2008, Québec, 279 750 \$; Montréal, 3 694 943 \$ en commandites en 2009, 241 000 \$ à Québec; 2 648 000 \$ en 2010 à Montréal, 242 000 \$ à Québec; 2011, 2 863 574 \$ à Montréal, 241 676 \$ à Québec. Bon.

Comme ministre responsable de la Capitale-Nationale, ça interpelle le ministre, c'est clair. Il y a un besoin de... Normalement, il y a toujours une pression régionale à l'effet que la région retire sa juste part. Mais ce qui est étonnant, c'est que le ministre responsable de la région est en même temps ministre responsable du MDEIE, donc d'Investissement Québec. Investissement Québec, dans les quatre dernières années, d'après *Le Journal de Québec*, a mis zéro dollar dans la région en commandite. Zéro dollar.

Pourtant, son siège social est à Québec. Est-ce que le ministre responsable de la Capitale-Nationale considère que c'est... C'est la Caisse de dépôt, ce n'est pas Investissement Québec. C'est la Caisse de dépôt. La Caisse de dépôt, elle, fait la

même chose: elle donne des graines à Québec. Pourtant, son siège social est ici. Investissement Québec, oui, c'est vrai, est à Montréal.

Est-ce que le ministre va voir à... Est-ce qu'il trouve la situation normale, d'abord? Puis est-ce qu'il va voir à faire... Est-ce qu'il a fait quelque chose suite à l'article de journal du *Journal de Québec*? M. le Président, comme pour montrer, là, pour illustrer la situation, j'ai simplement mis les chiffres du *Journal de Québec*, je les ai mis en tableau pour qu'on voie la disproportion, O.K.? Ça, c'est ce qui se donne à Québec par année; ça, c'est ce qui se donne à Montréal par année. Je suis contente qu'il s'en donne à Montréal, mais j'aimerais ça qu'à Québec on aille chercher un petit peu plus.

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: M. le Président, ça me fait rire, la question de la députée de Chauveau... de Taschereau. Voyons! Qu'est-ce qui se passe, ce matin? Je ne sais pas, là.

Le Président (M. Morin): Ça doit être la neige.

M. Hamad: Voyons! Pourtant, ça fait neuf ans qu'on est ensemble.

En fait, en transports, si elle fait un tableau, et en proportion de la population, elle va s'apercevoir qu'il y a 400 millions de dollars à Québec, il y a 360 millions sur l'île de Montréal. Donc, il y a 40 millions de différence entre les deux. Et 40 millions, ça va ramasser toutes les différences des millions puis des... premièrement.

Tous les organismes à Québec, tous les organismes qui font dans les grandes activités, ils ont tous... On a tout confirmé leur financement pour trois ans, et ça, c'était une tâche très difficile à faire. On l'a fait. On a investi 2,9 milliards. C'est pour ça que je dis: Gardons le secret entre nous, là, parce qu'il y a beaucoup d'investissements à Québec, puis on a 2,9 milliards d'investissements gouvernementaux à Québec. On a réglé tous les dossiers: l'aéroport, le port, les musées, le Musée de la civilisation, le Musée des beaux-arts, le PEPS, l'amphithéâtre — 200 millions — et plein d'autres investissements à Québec, Diamant et d'autres dossiers.

En fait, là, c'est sûr qu'on peut regarder un côté de l'investissement, entre 2 millions et 200 000 \$, pour des commandites, mais regardons tous les investissements majeurs qu'on fait à Québec. Et là, si on fait le calcul, au prorata de l'ensemble des investissements par rapport à la population de la région de Québec, bien, c'est énorme, parce que la région de Québec, si on regarde la proportion, c'est 12 %, 13 % de la population du Québec. Puis on regarde les impacts et les projets qui ont été réglés ici, c'est beaucoup plus important que ce pourcentage-là.

Je veux juste vous dire, M. le Président, il y a 3,8 millions d'investis dans le Festival des musiques sacrées, le Festival de films de Portneuf, Envol et Macadam, Festival d'été international, festival des musiques militaires, Carnaval de Québec, Fêtes de la Nouvelle-France, Grand Rire de Québec, Challenge Bell, tournoi pee-wee, Marathon des deux rives, Coupe du monde de surf des neiges, Vélirium, c'est 3 874 000 \$ qui sont investis. Et ça, c'est juste l'aide accordée dans nos crédits ici, là, dans le BCN, je ne compte pas l'aide accordée par le ministère du Tourisme et les autres aides qu'on a faites pour ça.

Mme Maltais: Ça va, M. le Président?

Le Président (M. Morin): Un instant. Ça va, M. le ministre?

M. Hamad: Oui.

Mme Maltais: C'est parce que la question... Bon, il y a une question de temps sur laquelle je peux jouer, mais il y a...

Le Président (M. Morin): Je suis bien d'accord, Mme la députée de Taschereau, mais je vérifie le temps et je respecte la réponse.

Mme Maltais: Il n'y a pas de problème; vous avez bien travaillé. Oui.

Le Président (M. Morin): Ça va bien.

Mme Maltais: Ma question est aussi... Ça a toujours préoccupé les gens de la région. Ce n'est pas pour rien qu'il y a eu un article de journal là-dessus, là. Quand le ministre nous dit: On a mis, sur trois ans, l'argent des organismes culturels, ce qu'il dit, c'est: L'argent qui tombait à tous les ans dans les organismes, on n'a pas mis un sou de plus, on a simplement dit: On va le donner sur trois ans, alors qu'il n'y a aucun changement dans la façon de faire, là. C'était juste: On fait des ententes sur trois ans, mais ça tombait annuellement, il y a... c'est zéro, là. Puis il me parle des transports, c'est correct.

Ce que je lui dis: Comme ministre responsable de la région, au lieu de me répondre: Ça me fait rire — et je le cite textuellement — ça me fait rire de voir de tels chiffres, moi, je lui dis: Est-ce qu'il pourrait prendre fait et cause pour l'Orchestre symphonique de Québec? Est-ce qu'il pourrait prendre fait et cause pour nos organismes culturels et nos organismes sociaux? Est-ce qu'il pourrait prendre fait et cause...

Par exemple, je vais lui donner une affaire: le Festival d'opéra qui s'en vient. Bien, peut-être qu'il pourrait y avoir un appel du bureau du ministre responsable de la Capitale-Nationale aux sociétés d'État disant: Combien vous allez donner au Festival d'opéra? Ça, c'est un geste que le ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale a posé de... Tous ses

prédécesseurs ont été contents de dire non pas «ça me fait rire», mais «oui, je suis préoccupé puis je vais faire un geste». Alors, ma question, c'est: Quand vous avez vu cet article... Donc, ce que je comprends, c'est que le ministre a trouvé ça normal et, si ça le fait rire, c'est donc dire que ça ne l'intéresse pas et qu'il ne posera aucun geste. Bien, je lui donne une chance de se rattraper, gentiment.

● (10 h 50) ●

M. Hamad: Ça allait bien, là, alors on ne va pas déranger ça. Ça me fait rire, parce que... C'est parce que la députée de Taschereau, elle a pris un exemple mais elle a oublié l'ensemble de l'image globale que je viens d'en parler, c'est pour ça que ça me fait rire. Ça ne me fait pas rire qu'il y ait moins d'argent ou plus d'argent. C'est l'image qu'on amène. On s'en va sur un article du *Journal de Québec* pour faire tout un plaidoyer là-dessus. Par contre, si on demande à tous les organismes dans la région de Québec... Demandez-le, prenez le temps de les appeler puis dire: Ils sont-ils satisfaits de ce que nous avons fait?

Quand elle dit, de l'autre côté, la députée de Taschereau, qu'en trois ans ce n'est pas... c'est comme zéro, là, ce n'est pas vrai, là. Ça fait longtemps qu'ils ont demandé d'avoir du financement à long terme pour permettre à ces organismes-là de planifier sur trois ans. Nous avons réussi à le faire, et c'est tout un défi, M. le Président, parce qu'on s'en vient mettre, dans le budget, des affaires sur trois ans et, normalement, chaque année, on approuve un budget pour un an. Et donc, là, il fallait s'assurer que, dans les autres budgets qui s'en viennent... à chaque année, prévoir le montant d'argent de cet organisme-là.

Et ce que je fais noter, malgré toutes les coupures budgétaires, malgré le contexte des finances difficiles... Mais tous ces organismes-là que je viens de nommer, en fait, c'est... Toutes les ententes que nous avons sont... Il n'y a pas de coupures dans cette entente-là. Et là on ne parle pas de 50 000 \$, là, on parle de 3,8 millions qu'on a fait en plus dans...

Et, honnêtement, là, l'autre élément, M. le Président, je ne vais pas faire de rivalité entre Montréal et Québec. Je ne vais pas faire ça parce qu'on a besoin de Montréal. Montréal, c'est le cœur de l'économie du Québec, c'est le poumon économique du Québec. Montréal a besoin d'aide. Le taux de chômage à Montréal est plus important que Québec. Montréal a besoin d'aide, et le gouvernement amène beaucoup de choses dans Montréal — puis c'est normal — pour aider Montréal pour se développer. Puis je ne suis pas ou nous ne sommes plus en compétition avec Montréal. Montréal, pour nous, c'est un partenaire important, puis Montréal, il faut qu'elle aille bien pour que l'ensemble de l'économie du Québec aille bien, puis nous sommes tous là pour travailler. Et, en fait, on a plein... Quand on parle de 2,9 milliards, M. le Président...

Mme Maltais: ...

Le Président (M. Morin): Continuez. Continuez, monsieur... Oui, excusez.

Mme Maltais: Je dis, M. le Président, vous êtes garant de l'équilibre du temps pour l'opposition.

Le Président (M. Morin): Oui, et ça va très bien, Mme la députée de Taschereau, depuis le début. Ça va très, très bien.

Mme Maltais: C'est-à-dire, est-ce qu'on est vraiment à 50-50?

Le Président (M. Morin): Oui, Mme la députée de Taschereau. Vous allez rester surprise, vous irez voir. M. le député... M. le ministre, continuez.

M. Hamad: Alors là, ici, on parle d'une différence de 2 millions... En fait, si on fait la proportion de la population aussi, les chiffres ne balancent pas, mais ce que je veux vous dire, M. le Président... 2,9 milliards d'investissements qui ont eu lieu ici, dans la région de Québec.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. Mme la députée de Taschereau.

Mme Maltais: Merci, M. le Président. Je pense que la réponse du ministre est claire. Sa réponse, elle se résume — puis j'ai donné deux fois la chance de revenir — c'était: Ça me fait rire.

Alors, Manège militaire, peut-être, tiens. C'est un dossier dont on a parlé aux dernières études de crédits. Le dernier budget fédéral ne prévoit rien pour la construction du Manège militaire. Ça m'a étonnée, ça a étonné les gens de la région. Dans le journal *Le Soleil*, j'avais un article où, le 15 janvier 2009, le ministre actuel, ministre responsable de la région disait... je vais le citer dans le journal, il n'a jamais dit qu'il avait été mal cité, là: «Mon souhait est que cela se réalise le plus rapidement possible. [Mais] Mme Josée Verner et ses collègues s'en occupent." [Il] ne contactera pas ses homologues à Ottawa pour faire pression, pas même pour donner son opinion.» Et la citation, c'est: «C'est leur dossier. Mme Verner fait son travail. Tout comme je ne voudrais pas qu'elle se mêle de mon travail.»

Sauf que là il n'y a pas d'argent. Alors, avant le budget fédéral, est-ce que le ministre responsable de la Capitale-Nationale est intervenu auprès du gouvernement fédéral, des conservateurs, pour que les sommes soient prévues au budget? Première question. Est-ce qu'il a fait des démarches ou s'il considère encore que ce n'est pas son dossier?

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Deux choses. Premièrement, M. le Président, l'année dernière, on a eu une discussion. La députée de Taschereau a demandé qu'on soit impliqués dans le processus, nous l'avons fait. La Commission de la capitale nationale a

travaillé avec le comité, et donc, ça, c'est fait. On suit, on donne nos commentaires, on a donné notre appui, nos conseils, notre support pour l'aménagement.

Récemment, Mme Ambrose, elle a dit que l'argent va être là pour faire le développement. Nous souhaitons, comme la députée de Taschereau, que ce projet-là se réalise le plus rapidement possible, c'est clair. Et évidemment on veut que le gouvernement fédéral fasse ses travaux. À mes connaissances, l'information que nous avons, ils ont dit qu'il y avait de l'argent pour faire ça. Et nous avons hâte que ça se fasse, comme la députée de Taschereau. Dans la mesure qu'on a, nous, on a tout fait ce qu'on a à faire.

Mme Maltais: M. le Président.

Le Président (M. Morin): Oui, madame.

Mme Maltais: Ma question était simple: Est-ce qu'avant le budget le ministre a contacté le gouvernement fédéral pour voir à ce qu'il y ait les sommes nécessaires à la reconstruction du Manège militaire?

Le Président (M. Morin): M. le ministre, vous avez une minute pour répondre.

M. Hamad: La date précise, je ne me rappelle pas, mais on l'a soulevé, le point, sur les manèges militaires. Je l'ai soulevé, le point, mais c'est-u vraiment avant le budget ou après? Je ne me souviens pas. Mais après, non; mais avant, oui, je l'ai soulevé, c'est sûr.

Mme Maltais: Donc, la réponse de votre homologue, ça a été non, finalement, puisque ce n'était pas dans le budget.

M. Hamad: Bien, Mme Ambrose, elle dit qu'elle a de l'argent pour faire les travaux. Alors, peut-être... Ce n'est pas tout l'argent qui est dans le budget, ce n'est pas une annonce dans le budget. Ce n'est pas nécessairement... ils ne l'ont pas annoncé dans le budget, que l'argent, il n'est pas dans le budget global. Alors, il faut faire attention, plein de choses qu'on n'annonce pas dans le budget qu'on a de l'argent pour le faire.

Mme Maltais: M. le Président, j'ai des transcriptions dans *La Presse* du vendredi 30 mars, donc il n'y a pas longtemps, des propos de Mme Ambrose. Elle avait garanti à la Chambre des communes qu'elle ouvrirait très bientôt son jeu, mais finalement tout ce qu'elle a, c'est que c'est toujours à l'étude. Donc, on n'a aucune nouvelle de l'argent. Mais, par contre, ce qu'on a réussi à savoir, d'ailleurs grâce au *Soleil*, c'est que le ministère des Travaux publics a en main, depuis des mois, au fédéral, bien sûr, un document d'environ 70 pages détaillant différents scénarios pour la renaissance du manège. Est-ce que ce document est entre les mains du ministre responsable de la Capitale-Nationale? Et est-ce qu'il a été vu par la Commission de la capitale nationale, puisque le ministre nous dit que tout le monde collabore et qu'ils travaillent ensemble?

Le Président (M. Morin): M. le ministre, ça va me prendre une réponse courte parce qu'on achève ce bloc.

M. Hamad: Alors, j'ai le même article ici, puisqu'on parle des articles. Le titre de l'article, c'est *Reconstruction du Manège militaire: les détails «très bientôt», promet Rona Ambrose*. Et je pense que c'est elle qui a dit ça... Oui, c'est elle, qui a dit ça: «Je sais qu'il y a beaucoup d'intérêt pour ce projet à Québec pour une bonne raison, c'est un de nos trésors historiques au Canada», a répliqué la ministre [...] Ambrose. "[Donc,] nous sommes très excités [pour] la rénovation, réhabilitation du manège, et je demande à [Mme Papillon] d'être patiente. Nous rendrons publics les détails du projet très bientôt."»

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre, merci. Donc, la fin du bloc, on se dirige vers le député de Jean-Lesage...

Une voix: ...

Le Président (M. Morin): Vanier. Ah!

Une voix: ...

Le Président (M. Morin): Non, je ne m'en allais pas...

M. Huot: Merci, M. le Président. À mon tour de saluer le ministre et son équipe, tous les collègues qui sont là. Il me fait plaisir, encore une fois, de prendre part aux crédits de la Capitale-Nationale. Comme l'a dit la députée de Taschereau: C'est notre rendez-vous annuel, les députés de la grande région de Québec. Donc, il me fait plaisir d'être là, de terminer les crédits, de terminer toute la période des crédits par les crédits de la Capitale-Nationale.

Et, comme le disait le député de Portneuf tout à l'heure, les crédits, c'est beaucoup, pour nous, les députés, une occasion de parler de nos comtés. On a des occasions de parler de nos comtés dans des interventions en Chambre, des fois aussi par les minutes... par les déclarations de députés de une minute. Mais, en une minute, on n'a pas beaucoup de temps, n'est-ce pas, de parler de tout ce qui se passe dans nos comtés. Donc, ici, en crédits, moi, je me fais un devoir de parler du comté de Vanier, M. le Président. Je l'ai fait cette semaine, entre autres avec la ministre de la Culture, pour parler du volet du développement culturel de la grande région de Québec, mais en insistant sur le comté de Vanier, sur ce qui se fait aussi dans

le comté de Vanier, parce qu'il y a des belles choses qui se font, avec le Centre d'art La Chapelle notamment, avec la Maison O'Neill. Donc, j'ai insisté là-dessus.

Mais là je voulais y aller un peu sur le développement du secteur, ce qui est encore... Le comté de Vanier est encore en pleine effervescence, en plein boom immobilier, boom de construction commerciale aussi, industrielle également. Et ça, notre gouvernement y est pour beaucoup. On a donné un grand coup de main.

J'ai déjà eu l'occasion de le dire ici, la décision de notre gouvernement de prolonger l'autoroute Robert-Bourassa il y a quelques années, ça a duré des années, on en a parlé pendant des années et des années. Le député de Chauveau pourra corroborer. Ça a parlé longtemps avant que ça se décide enfin. Et c'est notre gouvernement qui a pris la décision, qui l'a inaugurée il y a quelques années, et ça eu un impact majeur dans la région de Québec, pour le comté de Vanier évidemment aussi — le comté de Vanier, qui est l'arrondissement des Rivières de la ville de Québec — parce qu'on a amené un gros, gros développement à la suite de ça.

Si le marché résidentiel et commercial à Québec va si bien, c'est en grosse partie à cause du secteur de l'arrondissement des Rivières de la ville de Québec, donc, du comté de Vanier. Je n'ai pas les chiffres exacts avec moi, mais, de mémoire, c'est près de 6 000 permis de construction depuis la fin des années 90 dans l'arrondissement des Rivières. On parle de quelque 2 000 encore dans les prochaines années.

● (11 heures) ●

Si vous vous promenez sur la partie boulevard urbain de Robert-Bourassa, vous allez voir qu'il y a encore beaucoup, beaucoup de constructions. Si vous passez sur le boulevard Lebourgneuf, vous allez voir qu'il y a eu beaucoup de constructions commerciales aussi. On a agrandi, même, le parc industriel Armand-Viau pour amener des nouvelles industries. Donc, qui dit nouvelles constructions comme ça dit beaucoup de revenus supplémentaires pour la ville en taxes foncières. Mais, quand on amène des nouveaux résidents dans un secteur, on amène des nouveaux emplois aussi. Puis ça, je pense qu'on ne le dira jamais assez. Bon, on est sur les crédits de la Capitale-Nationale, mais le ministre est le ministre du Développement économique aussi. Chaque emploi créé est important, chaque emploi créé ou maintenu est important.

Et, bien, on a besoin... On est députés, oui, évidemment de nos citoyens, mais de nos travailleurs aussi, et les travailleurs du comté ne sont pas toujours les citoyens. Et on est là pour aider les entreprises, pour maintenir les emplois, pour que, quand vient le temps de créer des emplois...

Et moi, j'ai toujours fait une priorité — j'en avais parlé beaucoup dans la dernière campagne électorale — d'aider surtout les jeunes entrepreneurs, parce qu'on a de plus en plus de jeunes qui veulent se lancer en affaires. Mon collègue de Jean-Lesage a parlé abondamment de la stratégie d'entrepreneuriat. Il a fait la tournée du Québec, donc on veut des entrepreneurs au Québec, on veut des jeunes entrepreneurs au Québec aussi, et on en a, et on doit en être fiers. Et moi, dès que j'ai l'occasion, je parle des beaux succès de mes entreprises du comté, principalement quand c'est des jeunes, j'en suis très fier.

J'ai reçu ici, il n'y a pas tellement longtemps, à l'Assemblée nationale, M. Louis-Philippe Noël, de l'entreprise InnVue, qui est dans mon comté, qui a été le jeune entrepreneur de l'année au gala de la... la Jeune personnalité d'affaires, pardon, de la Jeune Chambre de commerce, le jeune entrepreneur de l'année, il y a quelques mois, qui a été nommé. Et il a gagné aussi aux Fidéides de la Chambre de commerce de Québec la petite entreprise de l'année. Jean-Philippe Cantin, d'Orizon Mobile, entreprise de mon comté qui a gagné... grande entreprise de l'année aux Fidéides aussi. Pas plus tard qu'hier, l'entreprise Libéo, qui est voisine de mon bureau de comté, a reçu un prix, conciliation travail-famille, une jeune entreprise détenue par Jean-François Rousseau et Joé Bussière, une entreprise en technologie de l'information. Très fier de ça.

Marie-Pier St-Hilaire, de l'entreprise AFI Formation, A-F-I, que le ministre connaît, l'année dernière, a été nommée par... je ne me souviens pas le classement exact, c'est qui qui fait ça, mais dans le Top 40 Under 40 à travers le Canada, donc, elle était... le top 40 des jeunes entrepreneurs en bas de 40 ans à travers le Canada, donc une entreprise en pleine croissance qui est dans le comté aussi, donc des jeunes entrepreneurs qui réussissent bien.

J'étais cette semaine aussi dans... inauguration de nouveaux locaux d'une entreprise qui était déjà à Québec mais qui s'est installée dans le parc industriel Armand-Viau, Hygienex. Juste le déménagement, grâce à de l'investissement, à Investissement Québec... garantie de prêt de 700 000 \$, une aide financière remboursable aussi du ministère du Développement économique de 380 000 \$, de mémoire, juste en déménageant là, a déjà créé cinq ou six emplois. On parle d'en engager encore cinq, six dans la prochaine année. Donc, l'entreprise crée des emplois.

Hygienex, c'est beaucoup des choses pour l'automobile: savon, savon-automobile, produits de luxe pour la voiture, mais on crée des emplois, il y a un marché. On prend de l'expansion à travers le Canada. Donc, quand on a des succès comme ça, d'entreprises, il faut en parler. Moi, je suis très fier d'avoir ces entreprises-là dans mon comté, sans parler, M. le Président, j'ai le parc technologique aussi dans le comté de Vanier. donc, il y a des entreprises qui prospèrent, qui vont bien... Tout le volet optique, photonique, il y a plusieurs entreprises qui sont là. Et il faut les encourager, il faut offrir accès à un certain capital pour nos jeunes entrepreneurs, nos jeunes entreprises qui veulent prendre du marché. Et c'est pour ça que je veux amener la question de capital de risque.

Dans le dernier budget présenté par le ministre des Finances, il y avait des choses importantes pour la ville de Québec. On a parlé beaucoup du 30 millions pour Le Diamant de Robert LePage. Il y a eu plusieurs choses aussi, des choses pour les espaces verts, pour la communauté métropolitaine de Québec. Mais une des choses dont on n'a pas assez parlé, à mon avis, c'est la transformation de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches en société de capital mixte, public-privé. Ça a été présenté... Le ministre en a parlé à l'occasion, à quelques reprises, mais c'est du capital de risque qui va être accessible à nos entreprises de Québec. On a certains créneaux d'excellence qui sont peut-être plus identifiés.

Mais je vais vouloir entendre le ministre sur ces questions-là, sur un peu ce qui a... les mesures qu'il y a eu pour la Capitale-Nationale dans le budget. Mais je veux qu'il insiste... Il y a plusieurs choses, mais je veux qu'il insiste sur la question des fonds innovatech qui ont été récupérés pour en faire une société à capital mixte avec Desjardins.

Donc, le ministre, il a des montants importants qui sont là, pour nos entreprises. Je pense même que le ministre était récemment sur un autre fonds de capital de risque avec GSK récemment aussi, qui est dans le comté de Vanier, mais qui a une portée quand même beaucoup plus régionale, beaucoup plus, même, à la limite provinciale.

Mais j'aimerais ça entendre le ministre sur ça, sur ces questions-là qui sont capitales pour les entreprises de la région de Québec, Chaudière-Appalaches aussi, mais qui vont avoir une importance tout aussi grande pour les entreprises du comté de Vanier.

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Je vais remercier le député de Vanier. Puis définitivement, lorsqu'on écoute ces réalisations et les entreprises, les belles entreprises dans son comté... Je tiens à mentionner que le parc technologique est dans son comté aussi. Il est chanceux parce qu'il voit qu'est-ce qui arrive à Québec puis il participe aussi au développement de la région en voyant ces entreprises-là, ces jeunes entrepreneurs là, avec le cheminement. On est très fiers d'avoir ça. Et je me rappelle, il y a 15 ans, 20 ans, on avait beaucoup moins de ces bonnes nouvelles là. On en avait une peut-être à tous les deux, trois ans. Aujourd'hui, on en a une nouvelle à tous les mois et on voit comment nos jeunes sont dynamiques, sont entrepreneurs et sont innovateurs et créateurs.

Le dernier budget était important pour la région de Québec. D'abord, dans les crédits, nos crédits sont maintenus pour la région, dans un contexte budgétaire très difficile. La Capitale-Nationale, la Commission de la capitale nationale, le Bureau de la Capitale-Nationale ont maintenu leurs crédits. Ça, c'est une très bonne nouvelle malgré le contexte très difficile financièrement, parce qu'on y croit encore, à la région de Québec.

Alors, il y a eu des annonces importantes. Il y avait 30 millions pour la construction, le Théâtre du Diamant et évidemment, avec le Capitole, le Palais Montcalm, avec ce théâtre-là, nous aurons notre quartier de spectacles, à la limite, dans la région de Québec aussi, alors avec ces théâtres-là.

Il y a aussi... 20 millions ont été alloués pour la réalisation de projets structurants visant la protection d'espaces verts du Québec. Donc, pour la région de la Capitale-Nationale — et ça, c'est le dossier chéri du député de Montmorency — dans le parc de la Chute-Montmorency, et le parc national des Grands-Jardins, en fait, il a été annoncé mardi dernier — c'est le député de Montmorency qui a fait l'annonce — que le gouvernement va investir 12,6 millions de dollars, développer le potentiel historique et naturel du parc de la Chute-Montmorency. Et ça, c'était important pour le député.

Il y a eu d'autres investissements, mais je reviens à la question fondamentale de mon collègue le député de Vanier, c'était la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, et, je me souviens, c'était une des questions aussi que la députée de Taschereau a posée l'année dernière. Alors, là, maintenant, nous aurons une société de capital mixte, public-privé — et là je regarde le député de Chauveau, public-privé — en partenariat avec Capital régional et coopératif Desjardins... permettra d'accroître le capital disponible aux entreprises québécoises. Donc, c'est un geste important.

En fait, on avait Innovatech avec quelques années, une stagnation qu'il y a eu, et maintenant on va donner vie à ce capital-là avec le privé, l'implication du privé, et ce capital-là va être important. C'est un capital de risque important, c'est un capital qui va servir pour supporter d'autres projets dans la région, la grande région au Québec, Chaudière-Appalaches. Et là ça inclut la région du président aussi. Et avec ces fonds-là, en fait, c'est exactement les exemples qu'a donnés mon collègue de Vanier, qui a bien fait ça, avec tous ces exemples pertinents.

Et aussi on va travailler pour un réseau d'incubateurs pour entreprises technologiques qui va permettre de prendre nos entreprises puis les amener plus loin. Le député de Vanier a parlé de GSK hier, l'annonce GSK, 50 millions en capital de risque, justement pour des entreprises dans le domaine de la science de la vie, pour amener ces entreprises-là à aller plus loin et même profiter de l'écosystème de GSK à travers le monde pour amener aussi d'autres connaissances à nos entreprises ici, dans la région, et permettre à ces entreprises-là de continuer.

En passant, on parlait tantôt des commandites, et il y a eu aussi un rehaussement de 17,5 millions de dollars. Pas 100 000 \$ ou 200 000 \$, là; on est dans millions de dollars pour le financement aux festivals et événements, l'ensemble du Québec. Bien sûr, le Québec... la région de Québec va aussi profiter. Il y a toujours le Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale, où il est à 5,8 millions aussi pour développer des projets.

● (11 h 10) ●

Et l'autre élément, parce que la région de Québec, nous, on est connus pour aimer les sports, alors, il y a un nouveau fonds où on bonifie de 50 millions le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique — le ministère de l'Éducation. On se rappelle tous les stades que nous avons faits à Québec. En passant, quelqu'un qui se promenait à Québec en 2002, par exemple, voir le nombre de stades puis voir aujourd'hui tous les stades qui ont été bâtis dans la région de Québec, partout, partout dans tous les comtés, on voit des stades, des terrains synthétiques où on peut gagner beaucoup de temps dans l'année. On permet à nos jeunes de pratiquer leurs sports favoris, et on voit d'ailleurs que l'impact de ces stades-là... Exemple, cette année, le Bol d'or au football a été gagné à Québec. Depuis plusieurs années qu'on ne l'a pas gagné à Québec, c'est toujours Montréal qui gagnait; on l'a gagné à Québec.

Si on regarde Saint-Jean-Eudes, F.-X.-Gameau, Stade Leclerc, le séminaire Saint-François et plusieurs autres stades aussi, dans d'autres écoles, qui ont été bâtis depuis quelques années... permettent à nos jeunes de développer davantage et avoir des équipements sportifs.

Alors, encore une fois, ce budget-là va dans la direction de renforcer le positionnement scientifique, technologique, innovation, renforcer aussi le tourisme, la culture, l'éducation et le sport.

Le Président (M. Morin): Vous avez quelque chose à rajouter, M. le député?

M. Huot: Absolument. Absolument. Merci, M. le Président. J'attends mon micro.

Le Président (M. Morin): Vas-y, vas-y.

M. Huot: Bien, merci. Donc, le ministre nous a parlé de certaines choses, de certaines réalisations, l'impact que ça a de nos investissements, entre autres, dans nos infrastructures. Il y en a qui passent peut-être un peu plus inaperçus, mais je veux rappeler, parce que le ministre a abordé la question du Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique... Celui-là, il passe aperçu. La construction du Stade Chauveau a amené, pour le comté de Vanier, des inscriptions pour le Club de soccer des Rivières. Ça a eu une augmentation des inscriptions de façon assez incroyable. Et c'est ce qui fait que de plus en plus de jeunes pratiquent le sport.

Le soccer, maintenant, les jeunes peuvent jouer au soccer 12 mois par année, un stade qui est extraordinaire, qui est magnifique, le premier gros stade de soccer couvert qui a été fait à Québec. Il y en a eu d'autres par la suite, mais a amené une augmentation des inscriptions, c'est fulgurant.

Et on a investi aussi dans nos arénas entre autres. On n'en fait pas des... On ne voit pas nécessairement toute l'ampleur que ça peut avoir, mais juste faire des travaux dans un aréna dans la ville de Québec, quand on coupe le nombre d'heures au moment des travaux, c'est tout un casse-tête pour les clubs de hockey du secteur. Mais, après ça, ça permet de faire plus d'activités.

Moi, je veux juste attirer l'attention sur quelque chose. On parle de tourisme, on parle de nos investissements, des choix qu'on fait. En termes de hockey, on parle évidemment toujours du tournoi de hockey, du tournoi pee-wee qui est dans le comté de Jean-Lesage, au colisée, qui a un impact qui est quand même très important. Mais il y a des tournois plus locaux aussi qu'il peut y avoir, des tournois provinciaux, plus locaux qui ont eu lieu... qui ont lieu à Québec.

Moi, juste moi, dans le comté de Vanier, j'en ai deux qui ont un impact quand même assez important, et on a pu faire des... on a pu corriger certains problèmes des arénas, entre autres, du comté. On investit à Vanier, il y a un tournoi novice, un tournoi provincial novice à Vanier, qui roule depuis 25 ans, qui amène des gens de l'extérieur de Québec, et on n'en parle pas beaucoup, ça, mais c'est des retombées en termes de nuitées pour nos hôteliers. Ce n'est pas nécessairement des gens qui vont aller au Château Frontenac, au Concorde ou à l'hôtel Delta, mais les petits hôteliers beaucoup plus locaux du secteur, moi, de mon coin, bien, ça a un impact pour eux autres, ça a un impact pour les petits... les plus petits restaurants aussi ou les Boston Pizza, les Normandin, ça amène beaucoup de monde.

Le tournoi, entre autres — et je les ai reçus ici il y a quelques semaines, les gens du tournoi Passe Rondelle — tournoi Passe Rondelle qui a lieu aux Saules, ça fait... Je cherche. Je pense que ça fait 40 ans cette année, le tournoi Passe Rondelle. Et j'ai reçu un groupe de bénévoles, et c'est un groupe de bénévoles qui tiennent ça à bout de bras depuis des années, et c'est hallucinant de les voir aller. Il y a des milliers de joueurs qui passent là. C'est un tournoi qui est pré-novice, novice et atome. Ça se tient sur six semaines, et ça, on a des gens de partout au Québec. C'est un très, très gros tournoi, et l'impact économique d'un tournoi comme ça est assez hallucinant.

Donc, quand on investit dans nos arénas pour corriger certains problèmes, bien, ça a un impact quand même et ça permet des tournois comme ça qui... C'est une forme de développement économique qu'on n'aborde peut-être pas assez, je trouve, moi, M. le Président. Je suis convaincu que le ministre va être d'accord avec moi, et ça ne coûte à peu près rien à organiser, ces tournois-là, parce qu'on a des bénévoles qu'on soutient. On va commanditer les tournois, des choses comme ça, on va être présents, on va les aider du mieux qu'on peut. Mais c'est des gens qui aiment ce qu'ils font, qui — puis vous me permettez l'expression — tripent sur l'organisation d'événements comme ça. Et, grâce à eux, il y a des impacts économiques très importants, des impacts touristiques même, et vous le savez, je pense que je n'apprends rien à personne. Je sais que mon collègue de Jean-Lesage va vouloir parler de tourisme. Mais, quand on vient à Québec une fois, on revient habituellement, hein? Donc, des parents qui viennent avec leurs enfants dans un tournoi de hockey, que ça soit de tournoi Passe Rondelle, n'importe quel, bien, ils reviennent.

En fin de semaine aussi, il y a un gros événement. Là, on sort de mon comté, mais c'est des gens qui sont très présents dans mon comté. Le Québec Open de karaté, des Studios unis d'autodéfense de karaté, Clermont Poulin — là, mon collègue de Jean-Lesage me fait signe — des milliers de visiteurs qui viennent pour un tournoi international de karaté. Je vais laisser mon collègue de Jean-Lesage en parler, mais c'est des gens à qui on donne un coup de main aussi. Impact économique majeur, parce que les gens viennent une fois...

Le Président (M. Morin): M. le député de Vanier, alors le temps serait écoulé. Je vous ai laissé aller, là, vous étiez sur une bonne lancée.

M. Huot: Oui. Quand même...

Le Président (M. Morin): Je suis certain que M. le ministre est d'accord avec tout ce que vous avez dit.

M. Huot: Absolument. Bien oui, absolument. Absolument. Non, bien, regardez, je...

M. Hamad: ...si ça continue. Il continue.

M. Huot: Sans poser de question au ministre, je vais dire: Bien, vos réactions, M. le ministre.

Le Président (M. Morin): Il réagira, le ministre, à l'autre bloc. On va aller... Oui, Mme la députée de Taschereau.

Mme Maltais: Merci, M. le Président. Je vois que vous interprétez ce que le ministre pense.

Le Président (M. Morin): J'ai une bonne connexion avec.

Mme Maltais: C'est intéressant. Oui, comme président, c'est assez intéressant. Je vais finir sur le Manège militaire, simplement. En 2009, le ministre responsable de la Capitale-Nationale a dit: Ce n'est pas mon dossier. Je n'ai même pas d'opinion là-dessus. Là, il nous dit: J'ai eu un contact avant le budget. Donc, il les considère... Là, il est revenu à: C'est un dossier important pour la région. Est-ce que je me trompe?

M. Hamad: Bien, M. le Président, quand il y a eu le feu, là, le lendemain, j'étais présent avec les soldats. Et c'était triste pour toute la région. Et, je me rappelle, le député de La Peltre était là. Mon collègue dans le temps, Philippe Couillard, on était là. C'est important pour la région. On ne peut pas dire, là... Je ne sais pas quelle citation qu'elle sort, mais, tu sais, c'est... Écoutez, là, M. le Président, là, c'est... n'importe quel Québécois qui habite dans la région de Québec, le manège de Québec, c'est notre histoire, c'est notre fierté.

Mme Maltais: Bien, je suis bien contente de vous entendre dire ça. Maintenant, il y a une étude qui est entre les mains de Transports Canada depuis quelques mois. Vous avez dit que vous collaborez là-dessus. Est-ce que vous avez cette étude entre les mains? Si vous ne l'avez pas — ce qui me semble le cas, sinon vous nous l'auriez dit, vous êtes très, très direct, quand vous avez des choses, vous le dites — est-ce que vous avez demandé cette étude? Et est-ce qu'il y a partage des travaux, soit avec le bureau, soit avec la Commission de la capitale nationale? Parce que, je l'ai dit, on l'a dit l'année dernière: Je considère que la Commission de la capitale nationale serait le meilleur organisme pour gérer ce dossier. Alors, est-ce qu'il y a... M. le ministre, est-ce que vous avez cette étude? Si vous ne l'avez pas, allez-vous la demander? Dans quel échéancier?

M. Hamad: M. le Président, la députée de Taschereau s'ennuie un peu du bloc. Elle a raté les questions du bloc ici. Je vais laisser le député de... le député... M. Langlois de répondre à ces détails-là, puisque vous collaborez là-dessus.

Mme Maltais: Pas de consentement, M. le Président.

Le Président (M. Morin): M. le ministre, on n'a pas de consentement.

Mme Maltais: Non, pas de consentement. Je veux d'abord la réponse à ma question. Puis ensuite on entendra le...

M. Hamad: Alors, la réponse, je l'ai donnée. Si elle n'est pas satisfaite de ma réponse, elle peut poser d'autres questions.

Mme Maltais: Alors, M. le Président, je vais redire: Est-ce que le ministre a entre les mains l'étude? S'il ne l'a pas, et c'est ce que je comprends, est-ce qu'il va la demander?

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Moi, je n'ai pas l'étude en main.

Mme Maltais: O.K. Bon. Est-ce qu'il va la demander? Est-ce qu'il a un échange là-dessus avec le gouvernement fédéral pour qu'on puisse avoir notre mot à dire sur la reconstruction du Manège militaire, qui est brûlé depuis 2008 et qui... où il ne se passe rien?

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

● (11 h 20) ●

M. Hamad: Bon. On reprend l'article, M. le Président. Puis ça ne fait pas partie de nos crédits. Mais on cherche puis on essaie de trouver quelque chose. Puis en fait, M. le Président, la ministre, ce qu'elle a dit: «Je sais qu'il y a beaucoup d'intérêt pour ce projet à Québec pour une bonne raison, c'est un de nos trésors historiques au Canada», a répliqué la ministre [...] Ambrose. "Nous sommes très excités pour la rénovation et la réhabilitation du manège, et je demande à [Mme Papillon, députée du NPD] d'être patiente. Nous rendrons publics les détails du projet très bientôt."» Alors, ça, c'est la position du gouvernement fédéral. Ils veulent rendre publique très bientôt l'étude.

Maintenant, ce qu'on a dit, nous, on a offert nos services par le biais de la Commission de la capitale nationale de, s'ils ont besoin d'aide... Même, il y a quelques années, on a dit: On peut vous aider au niveau de l'éclairage parce qu'on a une expertise dans la région de Québec. On va les supporter dans ce projet-là. Et, pour nous, c'est un projet important. Et on veut... Là, je joins ma voix à la députée de Taschereau, de dire: Tout le monde à Québec veut que ce projet-là se fasse le plus rapidement possible. Et c'est clair que ça fait quelques années. Je trouve ça long, moi aussi, qu'ils n'ont pas eu de décision encore. Puis, à chaque fois qu'on s'en vient, je suis d'accord avec ça, je trouve ça long comme tout le monde.

Maintenant, s'il y a quelqu'un à pénaliser, s'il y a lieu, bien, ce n'est pas la Commission de la capitale nationale, puisque nous, on est prêts à travailler avec eux. Puis là on attend. Nous aussi, on a hâte de voir, là, qu'est-ce qu'elle a à proposer, la ministre Ambrose, puis on est excités de voir, puis on est surtout impatients de voir ses études puis ses affaires.

Le Président (M. Morin): Mme la députée de Taschereau.

Mme Maltais: Merci. Je comprends qu'il y a un changement tranquillement pas vite. On est en train d'amener le ministre avec nous, c'est bon. Ce que je veux savoir: Puisque le ministre a dit qu'il a contacté la ministre Rona Ambrose là-dessus, est-ce qu'on peut le déposer à la commission, pas aujourd'hui, là, mais assez rapidement, le détail des dates de contact entre le cabinet et Mme Ambrose à ce sujet?

Et, deuxièmement, moi, j'aimerais savoir: Est-ce qu'il y a eu des contacts entre la Commission de la capitale nationale et le cabinet? Ça fait que, là, si M. le ministre veut nous répondre, s'il veut nous envoyer ça, et ensuite si le président de la Commission de la capitale nationale peut nous faire un peu le détail, là, rapide des rencontres qu'il a eues avec le fédéral puisqu'on nous dit qu'il y eu des rencontres...

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Je ne sais pas si la députée de Taschereau est intéressée d'être attachée politique dans le cabinet, là, mais ces discussions qu'on fait, là, on rencontre la ministre, on en parle de tels dossiers, de tels dossiers... et c'est ça qui arrive, là, autour. Alors, c'est tout, là, c'est toute l'histoire, là.

Et je veux juste souligner aussi que la mairie de la capitale a aussi hâte d'être éclairée. Et, comme nous, la mairie de Québec, comme tout le monde, on attend. C'est un dossier qui a été mené par l'ancienne ministre Josée Verner, sur lequel on n'a pas eu beaucoup de communications depuis. C'est Paul-Christian Nolin, l'attaché de presse du maire. Puis on attend, nous aussi, que les choses avancent.

Pour l'autre partie des questions, M. Langlois veut répondre. Elle ne veut pas vous entendre parce que... Je ne sais pas pourquoi, vous dites des bonnes choses d'habitude.

Mme Maltais: Non. Je veux l'entendre.

Le Président (M. Morin): Je comprends que Mme la députée de Taschereau vous permet, M. Langlois.

Mme Maltais: Tout à fait. Consentement.

M. Langlois (Jacques): M. le Président, Mme la députée, je pense, lors de l'étude des derniers crédits, on avait été interpellés... Vous nous aviez demandé si on était présents. On n'avait pas été interpellés, mais on l'a été par la suite lors d'une rencontre qu'on a eue avec l'ex-ministre Mme Verner. On avait eu une rencontre à son cabinet, où on lui a bien fait savoir qu'on était intéressés, que, sans doute, par le biais du gouvernement du Québec, on était intéressés, à même le parc de la Francophonie, de procéder à un réaménagement qui soit en harmonie et en lien avec le parc George-V, puis ça a été l'état des discussions.

Et, par la suite, il y a eu un changement de garde à Ottawa, donc on n'a pas eu... Puis je pense qu'à Québec il n'y avait pas grand monde qui avait ce dossier-là dans les mains, à ma connaissance, et on n'a pas été réinterpellés là-dessus. Et ça fait qu'évidemment on n'a pas eu connaissance d'études. On n'a pas été... Il n'y a pas de document qui nous a été remis, on n'a pas été interpellés autrement pour avoir des documents ou fournir une opinion.

Donc, on est toujours au stade où le gouvernement du Québec, par le biais de la Commission de la capitale, a offert sa collaboration dans l'ensemble du réaménagement qui intégrerait les deux grands espaces.

Le Président (M. Morin): Mme la députée de Taschereau.

Mme Maltais: Merci, M. le Président. Alors, je vous remercie. Je comprends donc que, depuis ce moment, depuis il y a donc... J'ai posé ces questions en crédits. Il y a eu une rencontre, mais depuis, c'est fini, il n'y a jamais eu de contact de la part du gouvernement fédéral. Donc, parfait. Merci beaucoup. Vous voyez que c'était pertinent, on avait quand même réussi à forcer une rencontre, puis là le fait d'en parler nous amène à peut-être se dire qu'il serait temps qu'il y ait quelqu'un qui prenne ça au gouvernement du Québec maintenant puis qui fasse avancer le dossier.

Anneau de glace, ça aussi, c'est un des grands projets du maire de Québec, il y tient beaucoup. Nous, la façon de travailler des gens, de l'opposition, c'est de vérifier que disent les autres sur la place publique, d'abord le ministre ou ses homologues fédéraux. Suite à ce dossier de l'anneau de glace, qui est prôné par le maire de Québec, le ministre Lebel a été interpellé. Ce que j'ai entre les mains, c'est un article du *Soleil* du 11 février 2010, où il répond à cette interpellation sur l'anneau de glace, il dit: «Favorable au projet d'anneau de glace, le ministre fédéral Denis Lebel a dit attendre hier un signal du gouvernement provincial...» Je vais le citer, là, après ça, on nous dit que c'est une citation: «"Pour que le dossier soit accepté à Ottawa, il faut que le gouvernement du Québec en fasse d'abord une priorité, que ça soit envoyé chez nous", a répété M. Lebel...» Donc, il dit: Le signal, c'est au ministre responsable de la Capitale-Nationale, il faudrait que j'entende parler de vous.

D'abord, est-ce que le ministre Lebel dit vrai? Et deuxièmement est-ce que le ministre responsable de la Capitale-Nationale a bougé depuis cet appel du ministre fédéral?

M. Hamad: D'abord, là, je ne suis pas ici pour défendre les crédits du fédéral, là, on s'entend, puis je ne suis pas là pour faire la job du Bloc ou d'autres, là. Nous autres, là, notre position est claire: l'anneau de glace, là, on est d'accord avec ça. Mme Courchesne... la présidente du Conseil du trésor l'a dit, je l'ai dit, mes collègues l'ont dit. Les collègues, ils veulent avoir ce projet-là dans la région. Nous, on a fait nos devoirs.

Maintenant, le 8 février 2012, la ville de Québec a déposé son projet au MAMROT, le ministère des Affaires municipales. Là, par la suite, on en a parlé au fédéral. Là, que M. Lebel dise: J'attends, on n'a pas envoyé, quand c'est... Ils le savent, qu'il y a un projet, puis la ville de Québec maintenant travaille pour envoyer les dossiers, travaille avec le fédéral. Nous, ce qu'on veut, en fait, on veut travailler le même modèle que le PEPS. C'est qu'on est trois partenaires: la ville, le gouvernement provincial, le gouvernement fédéral pour faire ce projet-là, et ça, en entente mutuelle avec la ville de Québec. On s'est entendus ensemble de travailler ce dossier-là dans même... Les pourcentages vont être différents parce que les pourcentages vont être plus élevés, c'est-à-dire, si le projet est 90 millions, c'est 45-45-10, à peu près, là. C'est un projet... Et on attend que, bien sûr, on travaille avec la ville de Québec, on travaille ensemble, puis, à un moment donné, il faut que le fédéral, le ministre Lebel ou d'autres, Christian Paradis, ils se prononcent là-dessus.

Mme Maltais: Est-ce qu'il y a au Québec, actuellement, dans des fonds qui seraient mutuels avec le gouvernement fédéral... Est-ce qu'il y a au Québec les sous pour faire ce projet ou il faut aller en demande dans un fonds spécial? Par exemple, est-ce que les ententes entre le fédéral et le ministère des Affaires municipales sur les projets d'investissements sont suffisants actuellement ou s'il va falloir faire une demande dans des budgets à part parce qu'on n'a pas vu ça dans le budget?

M. Hamad: Bien, encore une fois, il faut faire attention. Ce qu'on annonce dans le budget, c'est les fonds d'opération. On est toujours... L'annonce dans le budget, c'est les nouvelles affaires, mais il y a des fonds, dans le gouvernement, il y a Fonds Chantiers Canada, il y a d'autres fonds. Ça, c'est les Affaires municipales qui y travaillent, là. Moi, je ne suis pas au courant des détails des programmes des Affaires municipales. Ça fait partie des crédits des Affaires municipales.

Par contre, ce qu'on me dit, là, c'est que nous, on est prêts à faire ça, on a les crédits pour. Maintenant, on travaille... la ville travaille très fort avec le fédéral de trouver les programmes, puis là on ne se bloquera pas sur les programmes, là. Ce qui est important, on a un dossier comme on a fait avec le PEPS dans le temps. On a réussi à avoir un partenaire, les trois ensemble.

Mme Maltais: Parfait. Merci. C'est suffisant pour ce dossier-là. Je pense que, là, on comprend bien l'état, l'évolution de la situation, là. C'est très apprécié.

Il y a un autre dossier où... On est dans les grands dossiers de la région. Le ministre, même à l'époque où il était président de la chambre de commerce, je pense qu'il est déjà intervenu dans ce dossier-là, c'est le pont de Québec.

M. Hamad: Pont de Québec, oui.

Mme Maltais: Pont de Québec, on est tous pour la réfection du pont de Québec. Tout le monde ici a travaillé sur ce dossier-là. On sait que c'est très difficile. Le CN ne veut pas terminer la revitalisation et, si j'ose dire, tout ce qu'on attend: la peinture du pont de Québec qui est un monument, une image de la carte... fait partie de la carte d'affiche, la carte de visite de la ville de Québec. Je n'interpelle pas le ministre là-dessus, là, mais... Qu'il ne s'inquiète pas, ce n'est pas ça.

Mais sauf qu'à l'époque où il était ministre des Transports, c'est lui qui a entrepris les négociations avec le CN, parce qu'il y a un bail qui arrive à échéance, puis c'est en 2012. C'est cette année. Je voudrais juste savoir s'il a une idée, s'il est encore dans le dossier, parce que, comme ministre responsable de la Capitale-Nationale, il me parle beaucoup des transports, et tout ça. Donc, ça a l'air de l'intéresser encore comme domaine. Mais j'aimerais savoir — plus sérieusement — s'il sait, là, si... où on en est rendus dans les négociations, parce que c'est cette année que ça se termine.

● (11 h 30) ●

M. Hamad: Je connais un journaliste qui connaît très bien l'histoire du pont de Québec et qui a... En fait, il a fait plusieurs reportages là-dessus il y a 20 ans. C'était le député de Chauveau et, vous savez, le député de Chauveau, il a beaucoup des qualités. Une de ses qualités, c'est connaître l'histoire, et c'est un historien hors pair d'ailleurs. Quand vous voulez savoir des dates, tout ça, demandez à le député de Chauveau, il va vous le dire.

M. Deltell: ...95 ans, le pont de Québec.

M. Hamad: Il a 95 ans.

M. Deltell: Cette année.

M. Hamad: Cette année, après... Et, le pont de Québec, en fait on a fait une entrevue dans le temps. J'étais un jeune ingénieur, président de l'Ordre des ingénieurs, et le journaliste, c'était le député de Chauveau, qui faisait... Parce qu'il a été reconnu monument du génie civil et a été reconnu...

En fait, on est tous d'accord avec tout l'aspect historique du pont de Québec et on a nommé... le gouvernement du Québec a nommé un négociateur en chef pour négocier avec le CN. Et le négociateur en chef, c'est l'ancien premier ministre Daniel Johnson. Et le but, c'est mettre un comité en place et négocier l'entente avec le CN. Et il faut dire que ça, c'est le

ministère des Transports, et l'entente termine le 30 septembre 2012. Et ils sont en train de négocier. Évidemment, même si l'entente est... si les négociations continuent après, on continue. Évidemment, les citoyens vont continuer à utiliser le pont. Mais ça se négocie avec le comité, tel qu'a été prévu dans mon plan quand j'étais ministre des Transports: c'est avoir un négociateur responsable pour ce dossier-là et négocier directement avec le CN.

Mme Maltais: Parce que ce qu'a annoncé le successeur du ministre, c'était... on demandait un calendrier de priorités très rapidement. On ne veut pas que ce soit un mandat infini à Daniel Johnson, donc l'échéance du 30 septembre est encore dans la ligne de mire du gouvernement.

M. Hamad: C'est la date de la fin de l'entente, évidemment une négociation où, nous autres, on souhaite le plus rapidement possible... Mais là on va laisser les négociateurs faire leur travail.

Mme Maltais: Bon. Un autre dossier: le projet de tramway, tant qu'à être dans les transports et dans la région. C'est un dossier qui est depuis longtemps sur la table à Québec. Depuis 1998 que le maire L'Allier avait évoqué l'idée de ramener un tramway. Ensuite, il y a eu possibilité d'une étude de faisabilité. Il y en a eu une dont la conclusion a été livrée en 2003: c'est que des tramways pourraient rouler à Québec. Il y avait déjà cette étape-là à faire.

Ensuite, on est revenus avec un avant-projet. C'est un dossier qui maintenant est repris par le maire de Québec, qui considère que c'est intéressant. Il y a plusieurs étapes: il faut faire une étude d'opportunité et de faisabilité — ça a été fait en 2003 — une étude d'avant-projet — ça a été demandé en 2007. Je ne sais pas où on en est rendus. Étude d'impact, ensuite audiences publiques... Ça dépend si on a une étude d'avant-projet. Alors, où est-ce qu'on en est rendus dans les étapes de ce dossier du tramway? Est-ce que le ministre a une idée de si ça avance?

M. Hamad: En fait, d'abord, on a débloqué 5 millions. Le ministère des Transports avait prévu un budget de 5 millions pour faire l'étude. Et donc, ça, c'est pour faire l'étude de faisabilité, parce que le tracé actuel de la ville de Québec est complètement différent du tracé qu'on avait en 2003 puis 1998 ou les années avant. Donc là, ça, au moins, ça va permettre à la ville de réaliser l'étude de faisabilité. C'était l'objectif du maire, faire l'étude de faisabilité et comprendre exactement les coûts, les tracés finaux... final et l'objectif du projet. Donc, tout le monde s'entend là-dessus.

Maintenant, les étapes après, on verra après qu'est-ce que les études vont donner puis, dans ce temps-là, on en discutera.

Mme Maltais: L'étude de faisabilité, elle devrait être terminée quand?

M. Hamad: C'est deux ans. Ça va durer deux ans, ces études-là, donc 2012... 2013... 2014.

Mme Maltais: Donc, en 2013-2014.

M. Hamad: Je n'ai pas de date précise. Oui, c'est 2014. C'est deux ans.

Mme Maltais: Ah! Donc, elle a été commencée quand?

M. Hamad: Elle a été commencée au mois... Ils sont en appel d'offres. Ils ont-ils choisi les consultants?

Une voix: ...

M. Hamad: Oui. Il n'est pas choisi encore, le consultant. Je sais...

Une voix: ...

M. Hamad: Il est choisi. Ils ont choisi le consultant. Ils sont allés à l'hiver, là, cet hiver, en appel d'offres pour... S'ils ont choisi le consultant, mettons, je ne sais pas, là, mettons au printemps 2014... C'est la ville de Québec qui contrôle le dossier, en passant.

Mme Maltais: ...qui contrôle le dossier. O.K.

M. Hamad: Oui. Oui.

Mme Maltais: Donc, ils en ont pour... Il faut s'attendre à voir arriver ça en 2014.

M. Hamad: C'est le Réseau de transport de la Capitale, RTC, qui fait les appels d'offres puis le suivi de l'étude.

Mme Maltais: Il y a des sommes considérables qui sont investies dans les prochaines années, d'après le gouvernement, pour le transport en commun, avec le nouveau plan sur la lutte aux changements climatiques 2013-2020, ce qui veut dire que ça nous mènerait à peu près dans l'arrivée du dépôt de l'étude de faisabilité. Est-ce que le tramway est inscrit dans ces sommes, les suites du dossier du tramway?

M. Hamad: Bien, en fait, là, on s'est engagés à investir l'argent dans l'étude. On l'a fait. On verra, dans 2014 et 2015, comment ça va se faire et quels fonds...

Mme Maltais: Il y a 330 millions qui sont prévus pour le transport en commun dans ce plan-là, 330 millions pour le transport en commun. Comme c'est déjà prévu et qu'il faut vraiment... On sait ce que c'est quand on fait des plans longtemps d'avance: il faut inscrire rapidement les dossiers dans ses plans. Je me demandais si le gouvernement allait veiller à... le ministre responsable de la Capitale allait veiller à inscrire le tramway dans ce beau 330 millions, que je serais heureuse d'en voir une partie arriver pour réaliser enfin ce rêve du tramway.

M. Hamad: C'est le PQI dans le ministère des Transports, en fait, et le projet, c'est 1,5 milliard. Il faut se rappeler, là: c'est 1,5 milliard, le projet. On verra, dans deux ans, c'est quoi, la faisabilité, comment... l'implication puis le faire.

Mme Maltais: Donc, il n'y a pas...

M. Hamad: Il n'y a pas de...

Mme Maltais: Actuellement, au moment où on se parle, il n'est pas dedans.

M. Hamad: Non, non. Non.

Le Président (M. Morin): Ça va, Mme la députée de Taschereau?

Mme Maltais: Oui.

Le Président (M. Morin): On termine ce bloc. On se dirige vers Jean-Lesage. M. le député de Jean-Lesage.

M. Drolet: Bien, merci beaucoup, M. le Président. J'avais hâte d'intervenir. J'avais très hâte. Permettez-moi de saluer, naturellement, tous les collègues, saluer l'équipe du ministre, saluer aussi mon stagiaire, parce que j'ai quand même quelques fois, cette semaine, oublié de le faire, de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant, Ludovic Soucisse. Ça fait que bienvenue, Ludovic, un futur prospect politicien.

M. le Président, c'est la dernière journée des crédits, et puis je suis très heureux de terminer ça. Puis c'est, je pense, normal de... peut-être pas normal, mais en tout cas, du moins, une tradition de finir quasiment avec les crédits de la Capitale-Nationale. Et on est très heureux parce que c'est toujours un petit peu du bonbon. Puis, comme on l'a dit dans l'entrée de jeu, il y a tellement de belles réalisations qu'il faut quand même être fiers de cela.

J'aimerais citer quand même une petite déclaration, M. le ministre. D'ailleurs... Eh oui! Parce que la Capitale-Nationale n'a jamais été aussi bien servie de la part d'un premier ministre. Il me semble que c'est M. Labeaume qui aurait dit ça quelque part à un moment donné — ça se peut-u, ça? — quelque chose comme ça et qui fait en sorte que jamais qu'on n'a pu finalement avoir autant de collaboration de la part du gouvernement versus plusieurs projets, que je vais d'ailleurs vous parler, M. le ministre, parce que je vais sortir un peu de vos... parce que j'ai touché à plusieurs dossiers, que ce soit le tourisme et...

Mais, avant tout, j'aimerais revenir sur l'amphithéâtre. L'amphithéâtre... Tantôt vous avez parlé, bien, dans nos investissements totaux... puis ma collègue de Taschereau en a parlé aussi parce que vous avez rendu... pour ce projet-là. Moi, vous savez, je n'ai malheureusement pas eu la chance trop de m'exprimer là-dessus, mais, vous savez, l'amphithéâtre est dans mon comté. Et j'ai quand même... On a quand même, en campagne électorale, en 2008, déjà dénoncé nos couleurs, nous autres, pour un projet d'amphithéâtre de 50 millions. Et par la suite on est arrivés à...

Une voix: Annoncé.

M. Drolet: ...annoncé. Et après ça, par la suite, on a naturellement aussi été proactifs en arrivant avec notre possibilité de s'associer tiers-tiers-tiers avec le fédéral à ce moment-là. On connaît tous l'histoire. On en est arrivés à une moitié de 200 millions de dollars.

Ça, M. le ministre, c'est pour, en fait... M. le Président, je m'excuse, ça, c'était pour, naturellement, un amphithéâtre de qualité pour la région de Québec qui fait rayonner parce que, quand on parle, naturellement, de développement économique de la région de Québec, un amphithéâtre comme ça fait en sorte que ça fait venir des spectacles internationaux et de partout ailleurs, parce que, déjà là, là-dessus, ce n'était pas suffisant, l'amphithéâtre que l'on a.

Il n'y a jamais eu question, par rapport à notre décision, d'équipe de hockey, on se souvient bien. Jamais. Et ça, moi, dans mon comté, j'ai toujours eu à défendre ça, étant donné... d'autant plus que, mon ancienne vie étant très proche des Nordiques, pour avoir travaillé pour la Brasserie Molson O'Keefe, vous comprendrez bien que j'ai été très interpellé là-dessus: Pourquoi, M. Drolet, que vous êtes contre le projet de loi n° 204?, puis tout ça, puis etc. Il y avait comme un petit peu de problèmes là-dessus parce que ce n'était pas tout à fait le fond du débat. C'était un amphithéâtre de qualité que l'on voulait à ce moment-là mettre quand on a investi pour 200 millions de dollars. Voilà, je voulais juste remettre un petit peu les pendules parce que finalement il y a eu par la suite le débat qu'on a entendu sur le projet de loi n° 204, qui nous a quand même un petit peu fait suer, tout le monde.

J'aimerais peut-être aussi intervenir, M. le Président, sur...

Une voix: ...

M. Drolet: Pardon?

Le Président (M. Morin): Allez-y, la parole est vous.

● (11 h 40) ●

M. Drolet: Tantôt, ma collègue de Taschereau parlait de la culture, bon, puis des manques à gagner dans la culture, et c'est normal parce que, c'est sûr, les propos de ma collègue ont toujours été sur ce qu'il manquait, en fait, en général, de ce qui n'a pas été fait encore.

Mais, par contre, on va regarder le tourisme, par exemple. Je vais juste parler du tourisme. Pour mon ancienne vie, à moi, M. le Président, j'y ai gagné ma vie pas mal pour avoir été très impliqué dans la grande région de Québec, que ce soit avec l'Office du tourisme de la ville de Québec, les hôteliers-restaurateurs et les événements, pour avoir été très, très présent. Et voilà que je pense que j'ai une belle feuille de route là-dessus. Et ça, c'était sans partisanerie parce que c'était avant la politique, M. le Président. Je me suis très impliqué là-dessus.

On a, notre caucus, travaillé très fort parce qu'on sait très bien que le tourisme a toujours été sous-estimé par tous gouvernements confondus. Il y a toujours eu des manques d'action gouvernementale concernant le tourisme. Ça a toujours été décrié — en tant que président des commerçants de Grande Allée, je me souviens — puis plein de... qui étaient dénoncés là-dessus, un manque d'enveloppes budgétaires naturellement aussi puis un manque, surtout, de concertation des acteurs. Ça, c'était le gros, gros défi, parce que souvent on lance la balle toujours... C'est toujours le gouvernement qui ne fait pas sa job pour le tourisme ici ou bien telle affaire, mais quelque part il y a aussi les joueurs. Je l'ai vécu en entrepreneuriat d'ailleurs aussi, M. le Président, parce que l'entrepreneuriat, ça a été la même chose dans la tournée: le gros, gros point, c'était le manque de concertation des joueurs pour être capables d'en arriver au but ultime de stimuler l'entrepreneuriat.

Même chose dans le tourisme. On a constaté la même affaire. Et d'ailleurs ma ministre... ma collègue... Et, nous autres, en passant, M. le Président... J'aimerais saluer le ministre mais saluer toute l'équipe gouvernementale ministérielle, l'appui parce que je vais vous parler de quelques dossiers. Voyez-vous, là, je vous parle du tourisme, Mme Ménard... excusez, la ministre du Tourisme, qui, avec le ministre de la Capitale, ont travaillé très, très fort. Pourquoi? Pour en arriver avec Québec: Destination internationale 2020 qui... Puis je ne rentrerai pas trop dans les détails des crédits parce que, le Tourisme, on les a faits, mais à quel point la ministre s'est bien entourée, à quel point elle a été... Au lieu de se donner seulement... puis avec ses fonctionnaires, puis d'arriver avec, naturellement, un résultat, au contraire elle a... Elle a quoi? Elle a formé un comité de performance, M. le Président.

Le comité de performance... Qui qui faisait partie du comité de performance? Les gens de l'industrie touristique, les gens qui connaissent l'industrie, qui font des chèques, qui investissent de l'argent parce qu'ils veulent que ça marche. Puis, quelque part, elle leur a fait confiance. M. le Président, il y a eu plein de réunions, naturellement. Il y a eu un rapport qui a été fait par le comité de performance, qui a été bonifié par la suite par quatre rencontres, et qui va y avoir bientôt des assises, et qui va faire en sorte que Québec, M. le Président, va en profiter parce que Québec est un pôle d'entrée majeur, Montréal, Québec et aussi les régions qui sont naturellement importantes dans ça, M. le député, hein, de Montmagny, vous le savez.

Et là, à ce moment-là en plus, découvrir le fleuve parce que ça, c'est important. Tout le domaine fluvial, c'est majeur pour nos régions parce que la Gaspésie va en profiter, Rivière-du-Loup va en profiter, et naturellement tout l'ensemble de l'oeuvre... Et surtout, ça aussi, associé à la Capitale-Nationale. Comme — tout à l'heure notre ministre en parlait — le développement de la promenade Samuel-De Champlain, quel beau résultat! J'en ai hâte parce que notre collègue de Portneuf tantôt a vanté beaucoup, plein d'actions. Moi, je rêve de voir un jour, puis mon collègue de Montmorency aussi, s'attacher la promenade Samuel-De Champlain à la chute Montmorency pour être en mesure d'avoir cette belle phase là tout au long de notre...

Mais je reviens parce que, tu sais, le tourisme, M. le Président, c'est majeur, c'est des retombées extrêmement majeures, et jamais, comme gouvernement... Et moi, j'ai vu mes collègues du caucus... Tu sais, souvent on dit «de la partisanerie». Comment j'ai vu... Elle a formé un comité de députés pour être en mesure de se donner davantage d'actions, pour être en mesure d'aller plus loin que... Parce que je sais que le ministre va parler tantôt du développement de la région, mais ça commence par certaines actions comme ça, et voilà des belles actions qui ont été faites de la part du travail d'équipe.

J'aimerais aussi, M. le Président, parler d'un autre dossier, qui touche aussi ma collègue de Taschereau mais qui touche l'ensemble, encore une fois sans partisanerie mais qui fait rayonner. Parce que mon collègue de Vanier a parlé d'infrastructures locales sportives tantôt, mais moi, j'ai travaillé un dossier qui, pendant des années, ma collègue va être d'accord avec moi... le dossier de la FQCCL, la fédération des centres communautaires du Québec, malheureusement avant la politique aussi. J'étais très impliqué parce que c'était mon dossier, en tant qu'ancienne job, pour les aider. Mais j'ai travaillé pendant trois ans, M. le Président, pour en arriver qu'à être cité dans le budget tout récemment pour redonner un équilibre budgétaire, parce qu'on a fait des actions pour leur donner une enveloppe budgétaire importante en reconnaissance du travail qu'ils font.

Et d'ailleurs on a des beaux exemples: Patro Charlesbourg, terrain de soccer, terrain de football, Patro Roc-Amadour, dans mon comté, qui vient tout juste de se faire, l'année dernière, qui est magnifique. Et d'ailleurs on va instaurer l'agrandissement des infrastructures bientôt, en septembre. Voilà des actions gouvernementales d'équipe.

Mais ça a pris du travail, ça, M. le Président, parce qu'il fallait convaincre, un, en partant, naturellement, ma collègue de l'Éducation en tant que, naturellement, Loisir et Sport; avec elle, naturellement, son équipe pour après ça convaincre le ministère des Finances, mon collègue des Finances pour être en mesure d'en arriver qu'à être capables d'attacher une enveloppe, qui a été d'ailleurs très, très, très appréciée. Et puis, ça, bien, j'en suis bien fier parce que c'est un travail qui rayonne pour l'ensemble de la province et pour tous, naturellement, comtés confondus. Je pense que, ce côté-là, on a livré la marchandise.

Et naturellement, pour ce qui est de la Capitale-Nationale maintenant, si on ajoute à ça, naturellement, toute la mise en valeur — M. le ministre pourra en parler tantôt — de tout ce qui a été fait par rapport à la capitale dans le cadre de la lumière, des plans en illumination de toutes nos fameuses... C'est un petit peu de culture un peu, ça aussi, en passant. C'est quand même quelque chose de quand même intéressant. Je pense qu'à quelque part il y a deux beaux ajouts qui se sont faits tout récemment. Le ministre en parlera tantôt.

Mais c'est des actions. C'est pour ça que, des fois, parler toujours de qu'est-ce qui n'est pas fait... C'est comme, des fois, dans la vie, on a des priorités en affaires parce que, quand on a été en affaires, on comprend ce que c'est, l'ordre des priorités. On sait qu'il faut mettre, à un moment donné... Quand on fait des chèques, là, c'est bien important de savoir comment on contrôle nos affaires.

Mais c'est sûr que d'avoir... des besoins, on en a, mais, quelque part, comme je viens de le dire, jamais la ville n'a été si bien servie que par, naturellement, ce que vous avez fait, M. le ministre, avec la Capitale-Nationale et toute votre équipe. Je regarde M. Langlois et M. Pinault, à quel point on a toujours eu une réceptivité énorme de leur part pour différents dossiers.

Ça fait que je pense que ce côté-là, ça me permet de pouvoir, M. le ministre, vous entendre. Mais j'aimerais vous laisser la chance de parler, surtout pour ajouter à ça, parce que je viens de faire le tour de plein de choses locales, mais, les indicateurs économiques, je pense que ça, c'est une affaire que vous aimez parler. Vous aimez ça, surfer là-dessus parce que vous en maîtrisez beaucoup. Puis c'est important de démontrer à quel point on se porte pas mal mieux qu'ailleurs, et cela, bien, c'est par rapport à des gestes gouvernementaux.

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Merci beaucoup. Et je me rappelle, en 2003, là, quand j'ai été élu, pas longtemps après, j'ai eu un téléphone du député de Jean-Lesage. Dans le temps, il était dans les affaires et il m'a demandé de... Sa priorité, c'est de s'occuper des gens d'affaires sur la Grande Allée parce qu'il était le président de l'association. Il dit: Il faut donner une intention particulière. Alors, pour lui, le tourisme et les affaires, ça a toujours été sa priorité.

Alors, parlons de tourisme, quand même. L'Office de tourisme de Québec a tenu, le mois dernier, une journée importante de réflexion stratégique. Et ça, c'est le président de l'office, M. Savard, mais il y avait une personne très importante que c'est cette personne-là qui a articulé la journée, qu'elle a travaillé pour rendre cette activité-là un succès. En fait, l'objectif, c'était l'avenir du tourisme à Québec d'ici 2020. Et il y a le président de l'office de tourisme et il y avait aussi le président du conseil, M. Alain April, qui a travaillé fort, mais il y a une personne qui a travaillé très, très fort, qu'elle a fait en sorte que cette journée-là de 350 personnes du milieu — c'était un grand rassemblement des gens de tourisme — était un grand, grand succès.

Et la personne est présente avec nous, M. le Président. C'est Mme Michèle Drouin, qui est en arrière de moi. Et je dois dire aussi que Mme Drouin va prendre la relève de M. Pinault comme sous-ministre responsable de la région de Québec. Et elle a été là, au bureau, avant, au Bureau de la Capitale-Nationale, pendant des années. Elle est allée à l'Office de tourisme, elle a organisé un événement, elle a travaillé fort. Puis là son grand succès... Évidemment, on est allés la chercher pour qu'elle continue à faire des succès dans la région de Québec. Alors, ça, c'était important.

Maintenant, définitivement, j'aime ça avoir des tableaux qui parlent de l'économie de la région de Québec. Depuis que je suis ministre de la région, j'ai demandé d'avoir des tableaux qui nous permettent de voir, suivre l'évolution économique de la région de Québec. Alors, j'ai quelques chiffres à vous donner qui démontrent... Parce que souvent il faut mesurer, il faut savoir où nous sommes, où on s'en va et comment... les données.

Alors, par exemple, je regarde le produit intérieur brut ici, de la région de Québec. Si on compare depuis 2002, par exemple, il y a une augmentation de 23 % de PIB brut en 10 ans. Alors, c'est énorme, c'est beaucoup.

Revenu personnel par habitant. La région de Québec aujourd'hui, le revenu personnel par habitant a augmenté de 11 000 \$ depuis 10 ans. 11 000 \$. Ça veut dire qu'on est rendus à 40 000 \$, le revenu personnel par habitant.

Et l'autre donnée qui est très importante, c'est le revenu personnel disponible par habitant dans la région de Québec. Et ça, ça veut dire le pouvoir d'achat de nos citoyens. Il a augmenté de 39 % depuis 10 ans. C'est une augmentation moyenne de 4 % par année pour les gens de là... Ça, c'est leur pouvoir d'achat. On tient compte des augmentations, des taxes, de toutes les augmentations au coût de la vie, indexation. Ça veut dire que les citoyens, à Québec, ils ont un pouvoir d'achat maintenant de 40 % plus élevé qu'il était.

Les ventes au détail, dans la région de Québec, ont augmenté, depuis 10 ans, de 50 %. Les mises en chantier ont augmenté de 27 %. On avait des 4 000 mises en chantiers, on est rendus à 5 500. Les permis pour bâtir ont augmenté de 100 %... 110 %. On avait 800 000, on est rendus à 1,7 million. Le nombre d'emplois à Québec a augmenté de 16 % depuis... C'est-à-dire que nous avons maintenant 50 000, 60 000 emplois de plus depuis 10 ans. Et l'IPC de Québec, l'ensemble, ça a augmenté de 18 % dans la région de Québec.

Alors, ça, ces quelques éléments, quelques données, nous démontrent bien la performance de la région, la performance historique de la région de Québec. On n'a jamais eu, dans l'histoire de la région de Québec, je dirais, depuis 400 ans... C'est autant une performance importante comme nous l'avons...

● (11 h 50) ●

Ce que je retiens de tout ça, c'est, première chose, que les gens se sont enrichis à Québec. La pauvreté, elle a diminué à Québec. Le nombre d'emplois à Québec a augmenté. L'activité économique, qui est représentée souvent par mises en chantier, elle a augmenté dans des chiffres importants.

Mais, moi, pour moi, là, le chiffre le plus intéressant dans tout ça — ils sont tous des bonnes nouvelles — c'est l'augmentation de revenu disponible, c'est le pouvoir d'achat des citoyens de la région de Québec: 40 %. Et, si on regarde

l'évolution mondiale dans le PIB dans le monde entier, ils n'ont pas eu autant d'augmentation de 40 % depuis 10 ans. On parle juste dans les pays, évidemment, émergents comme la Chine, comme le Brésil, où on a une augmentation de PIB de 10 %. Mais, à part de ça, si on regarde, actuellement, en Europe, le PIB est en baisse; les États-Unis, l'augmentation n'est pas assez substantielle; le Canada, il y a une bonne augmentation de PIB, mais, dans la région de Québec, l'augmentation de PIB, la croissance du PIB, elle est majeure et très importante.

Et en plus, vous savez, il y a des trophées. C'est comme un athlète olympique: c'est le nombre de médailles qu'il a gagnées dans sa vie. Et la région de Québec peut être un athlète olympique de haut niveau.

Alors, c'est les différentes mentions que nous avons eues dans la ville de Québec. Top 10 des American Large Cities of the Future. C'est 2011-2012. Ça, c'est *Di Magazine*. Top 10 des Smart21 Communities. Les Top Seven des... Là, j'essaie de le dire en français... en anglais; on va le dire en français. C'est le top sept des Smart... des villes intelligentes, des communautés intelligentes 2011. Les 3 Best Places to Invest in Canada, on est dans les trois. Ça, c'est *Site Selection* 2010. Americas' Top 20, Index of the Global Innovation Economy. Cinquième au palmarès des villes moyennes en développement durable au Canada.

Et, la ville plus intelligente, comme j'ai dit, il y avait 400 villes qui étaient en nomination. On est rendus maintenant dans les top sept, et il y avait 400 villes qui étaient candidates. Et aussi la ville de Québec maintenant est en lice avec les villes de Houston, Texas; Oulu, Finlande; Riverside, Californie; Saint John, Nouveau-Brunswick; Stratford, Ontario; et Taichung, à Taïwan.

Alors, on voit ici comment la région de Québec se performe avec des... Et ça, là, on ne le voit pas souvent dans toutes les villes, là. Si on se promène au Canada ou aux États-Unis, là, pas beaucoup de villes, là, ont autant de reconnaissances: cinq reconnaissances dans une année. Et, l'année dernière, on avait eu d'autres reconnaissances puis, à chaque crédit, on mentionne le nombre de médailles que la ville de Québec gagne à travers le monde.

Alors, dans le tourisme, il y a cinq chantiers qui étaient identifiés. Le premier, c'était l'accessibilité. On a posé la question tantôt, parlé de l'accessibilité vers la région — circuler aisément vers et dans la destination — et j'ai parlé des cinq accès. On parlait de Québec, capitale mondiale de l'hiver. Et là on se rappelle du Carnaval — et le député de Jean-Lesage, un ancien président du Carnaval à Québec... — l'Hôtel de Glace, QuébecAdabra! pour la période des fêtes, Red Bull Crashed Ice et les autres activités.

Troisième champ, c'est Québec, branchée sur le fleuve: alors, la promenade Samuel-De Champlain, le bassin Louise, la Transat Québec—Saint-Malo et, donc, ce que nous avons fait à ce niveau-là. Québec, capitale culturelle animée à l'année: et là les circuits proposés intégrant les grands musées, les petits... les plus petits et les lieux de diffusion, expositions de renom, le projet Théâtre Diamant, Robert Lepage; Wendake. Québec, nature et plein air à proximité; le parc Chute-Montmorency, le bébé du député de Montmorency; le Mont-Sainte-Anne, encore le dossier de mon collègue; le massif; le circuit en haut niveau pour le vélo de montagne et bien sûr d'autres projets qu'on travaille. Donc, les cinq chantiers, nous travaillons là-dessus au niveau touristique pour la région de Québec.

Et on a aussi d'autres titres que les mentions touristiques. Selon le classement de *Condé Nast Traveler* de novembre 2011, Québec est la sixième meilleure destination au monde, la troisième en Amérique du Nord et la première au Canada. C'est incroyable, là. Je le répète, là, parce que c'est impressionnant: C'est la sixième meilleure destination au monde — sixième meilleure destination au monde — la troisième en Amérique du Nord et la première au Canada. C'est ici, à Québec. Alors, c'est toute une fierté pour tout l'ensemble de nos citoyens ici, de la région, et bien sûr l'industrie touristique. Voilà.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. Avez-vous un commentaire ou...

M. Bernier: Il nous reste combien de temps?

Le Président (M. Morin): Il nous reste une minute.

M. Bernier: Bon, regardez, vous l'additionnerez à notre dernier bloc.

Le Président (M. Morin): Oui, ça va. Merci. Donc, nous retournons vers Mme la députée de Taschereau.

Mme Maltais: Merci, M. le Président. Je vais aborder deux sujets. Je vais aborder la ceinture verte, puis après ça on ira vers les budgets du Bureau de la Capitale-Nationale. Mais d'abord la ceinture verte.

Il y a eu 60 millions de dollars d'annoncés pour la réalisation de ceintures vertes autour de Montréal et de Québec. Il y a 50 millions de dollars pour la métropole, 10 millions pour la Capitale-Nationale... ou pour la ville de Québec. Je pense que c'est la ville de Québec, là. On est un peu avec une ville-région, M. le Président, maintenant. C'est vraiment une ville qui est tellement énorme qu'elle prend les trois quarts de la région.

Il y a un 10 millions, donc, pour Québec. Est-ce qu'on peut savoir comment ce 10 millions sera appliqué sur le territoire? Quelle est l'intention du ministre par rapport à ce 10 millions là? À quoi il va servir?

M. Hamad: En fait, c'est la CMQ, la Communauté métropolitaine de Québec, qui va choisir les dossiers dans la région de Québec, ce qui va toucher les municipalités. C'est les petites municipalités qui vont toucher pour avoir des projets. Ils vont soumettre des projets, il va y avoir un choix et par la suite il va y avoir de l'argent pour ces projets-là.

Mme Maltais: Si je comprends bien, donc, il y a une entente avec la CMQ. Ce n'est donc pas la ville de Québec mais c'est bien... Ce n'est pas Montréal et Québec mais c'est Montréal et CMQ.

L'autre chose que je voudrais savoir, c'est: Qui choisit? Parce que vous dites la CMQ, mais c'est de l'argent du gouvernement. Est-ce qu'il y a un transfert des fonds à la CMQ ou si c'est retenu par le... c'est simplement une suggestion de la CMQ? Comment ça va fonctionner?

M. Hamad: On va laisser parler de détails administratifs à M. Pinault.

Le Président (M. Morin): Est-ce qu'on a consentement? M. Pinault, si vous voulez vous identifier.

M. Pinault (Claude): Claude Pinault, sous-ministre associé au Bureau de la Capitale-Nationale. Alors, M. le Président, en réponse à la demande de Mme la députée, vous avez bien dit qu'il y avait effectivement une mesure de 60 millions dans le budget qui vient d'être annoncée: 50 millions pour la Communauté métropolitaine de Montréal, comme vous l'avez bien signalé, et 10 millions pour la Communauté métropolitaine de Québec, une somme qui n'est pas encore attribuée spécifiquement quant à des projets. Ce 10 millions là sera utilisé par deux ministères possibles, c'est-à-dire le MAMROT pour des initiatives qui seront proposées par la Communauté métropolitaine de Québec et également des projets qui entreront dans le mandat du ministère du Développement durable, MDDEP.

Donc, il y a à avoir un arbitrage. L'élément clé qui permet de savoir qu'est-ce qu'on va faire avec cet argent, c'est une décision que doit prendre la CMQ quant aux projets qu'ils veulent prioriser à l'intérieur de ce concept de ceinture verte et, donc, les villes dont il est question: Québec, la ville de Lévis, Saint-Augustin et Ancienne-Lorette. Actuellement, les...

M. Hamad: Et la Côte-de-Beaupré.

M. Pinault (Claude): ...et la Côte-de-Beaupré, bien sûr. Je l'avais oubliée. Alors, elles n'ont pas encore statué. Il y a des projets qui ont été annoncés, mais ils n'ont pas entrepris une démarche très spécifique pour être capables d'aller chercher directement ce montant. Ils en sont... Actuellement, là, bon, ils sont entrés dans un processus de se faire une tête sur ce qu'ils vont faire avec ce 10 millions et donc arriver à une arbitrage, j'espère, le plus harmonieux possible.

À l'intérieur de ce 10 millions là, il y a effectivement une somme qui peut être prévue, qui serait envisagée pour soutenir l'initiative de relance du site du Jardin zoologique. Mais il y a d'autres projets effectivement qui sont sur la piste.

Le Président (M. Morin): Mme la députée de Taschereau.

Mme Maltais: Oui, M. le Président. Deux choses dans ce que vient de nous dire M. Pinault, qu'on est très, très contents d'entendre à sa dernière étude des crédits de la Capitale-Nationale. Enfin, on ne peut jamais présumer de l'avenir mais... pour le moment. Bienvenue.

Donc, c'est la CMQ qui décide par elle-même, qui choisit et ensuite va déposer sa proposition d'utilisation du 10 millions sauf un montant — lequel? — qui est prévu pour refaire le Jardin zoologique.

M. Pinault (Claude): Possiblement. Ce sera dans les choix qu'ils auront à arbitrer. Mais effectivement, actuellement, ils ont quelques projets dans les cartons, notamment des projets sur la Côte-de-Beaupré. Mais ce qu'on en sait, c'est très peu. C'est tellement nouveau. Et, même du point de vue du MAMROT, sur l'utilisation des sommes sur lesquelles ils auront à avoir une autorisation, il y a un programme à développer. Alors, on est vraiment dans les premiers balbutiements quant à l'usage précis sur des initiatives précises que l'on fera à même ce 10 millions.

● (12 heures) ●

Mme Maltais: M. le Président, j'aimerais savoir si c'est le ministre qui a prévu des sommes au Jardin zoologique ou si c'est la CMQ qui a prévu une partie des sommes au Jardin zoologique. D'où vient, tout à coup ce qui vient de sortir, là, que peut-être on avait une vision sur le Jardin zoologique? Croyez-moi, j'ai beaucoup parlé du Jardin zoologique, quand il a été fermé, avec le ministre, alors je serais intéressée à en savoir un peu plus.

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Ce n'est pas la CMQ qui a prévu des argents pour le Jardin zoologique, là, c'est toujours le dossier de SEPAQ, parce que c'est la SEPAQ qui est là. Notre objectif, évidemment, c'est... D'abord, c'est important de rappeler l'objectif du gouvernement du Québec: le terrain du Jardin zoologique va demeurer toujours public. Alors, il y a... jamais question d'arriver, des projets privés, Jardin zoologique et sur le territoire.

Maintenant, vous savez que les ours, maintenant, sont partis, et là on essaie de développer d'autres projets avec la ville de Québec. C'est surtout avec la ville de Québec, d'avoir des projets publics, à caractère public. On a, par exemple, l'anneau... pas l'anneau de glace, le château de glace. Il est venu à Québec, on a permis d'utiliser... La ville de Québec, actuellement, a quelques projets. On travaille avec la ville, avec le maire, avec Régis, pour trouver... d'attirer d'autres projets.

La communauté métropolitaine peut regarder pour le 10 millions, mais on regarde d'autres projets aussi avec la ville pour avoir d'autre financement pour d'autres projets qui viendront s'installer dans l'ancien terrain du zoo. Donc, on va travailler avec la SEPAQ. On travaille aussi avec la Commission de la capitale nationale, parce qu'il y a une partie maintenant, parce qu'on a... ce parc-là, et on regarde avec la ville qu'est-ce qu'on peut faire.

Le Président (M. Morin): Mme la députée de Taschereau.

Mme Maltais: Donc, on comprend que, dans ces sommes-là, il pourrait y avoir enfin une utilisation intéressante de ce parc qui est fermé depuis des années. Effectivement, on paie pour le... La Commission de la capitale nationale entretient le parc des Moulins, parc qui n'est pas assez fréquenté, semble-t-il. Il y a vraiment un problème là-bas.

Et, deuxièmement... puis pendant que le Jardin zoologique a été fermé, d'autre part, il y a donc... Est-ce qu'il y a discussion avec la Commission de la capitale nationale sur l'utilisation future de ces terrains du Jardin zoologique? Qui est dans le dossier? Je pense que la population a suivi avec beaucoup d'intérêt tout le dossier du jardin. C'est assez intéressant, ce matin, de connaître, là, qui est un peu le promoteur ou le chien de garde — ça dépend d'où on se place, là — de la revitalisation de ce secteur-là.

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: En fait, c'est le député de Charlesbourg, le chien de garde de ce territoire-là, et le travail se fait avec la Commission de la capitale nationale, avec la SEPAQ. La première étape, c'est la revitalisation du terrain qu'il reste parce que, là, le départ des animaux, il faut faire quelques travaux. Alors, ça, on travaille là-dessus. Et donc, ça nous permet de travailler... C'est de valeur qu'il n'est pas tellement fréquenté, comme, vous avez raison, le parc des Moulins. Et là on travaille, donc, pour attirer des projets avec la ville.

Donc là, il y a le SEPAQ: revitalisation, préparer le terrain, continuer à travailler avec la ville pour avoir des projets dans le zoo, l'ancien territoire du zoo. Et la Commission de la capitale nationale nous aide aussi. Donc, c'est... les trois sont impliqués directement. Là, il y a la commission... La CMQ, elle peut prioriser, mais ça se peut que la CMQ ne priorise pas des dossiers dans le zoo. On regarde d'autres alternatives financières. Ça, c'est la vraie histoire.

Mme Maltais: O.K. Donc, la CMQ... Il n'y a pas une somme réservée dans le 10 millions pour la réfection du Jardin zoologique. La CMQ regarde le Jardin zoologique, mais ce n'est pas une somme réservée.

M. Hamad: C'est ça. Ça peut être admissible, il n'y a pas de priorisation, on n'a pas volume, il n'y a pas de montant réservé. Ça peut être admissible, mais on regardera ailleurs aussi.

Mme Maltais: J'avais compris qu'il y avait une priorisation puis que c'était la volonté gouvernementale que ça aille vers la réfection de ce territoire-là.

M. Hamad: La CMQ va prioriser ses dossiers dans la ceinture verte. Alors, si la CMQ dit: Non, je ne veux pas aller là, on va travailler d'autre chose avec la ville. Puis nous travaillons actuellement avec la ville.

Mme Maltais: Parfait. Merci beaucoup. Puisqu'on a devant nous M. Pinault, je vais lui faire quelques questions. Dans l'étude des crédits, dans les renseignements généraux de l'opposition, l'étude des crédits du Bureau de la Capitale-Nationale, page 5, il y a un contrat, en bas de 25 000 \$ bien sûr, 23 500 \$, à GLS Réseaux inc., qui m'étonne: Cartographie des programmes et des mesures d'aide financière des ministères et des organismes pour la région de la Capitale-Nationale.

Est-ce qu'on peut connaître l'intention du bureau du ministre derrière cette demande assez étonnante, une année pré-électorale?

Le Président (M. Morin): Allez, monsieur.

M. Pinault (Claude): Merci, M. le Président. Cette question est intéressante, Mme la députée. Il faut situer cet exercice de cartographie dans le contexte de la réflexion pour le renouvellement du fonds du développement. Vous savez que le Fonds de développement régional du BCN, du ministre, arrivait à terme. Il fallait donc faire une évaluation après trois années de fonds, regarder quelles étaient, à la lumière du changement de la dynamique régionale...

Il y a plusieurs joueurs sur le terrain en développement économique, vous le savez, à tout domaine, et un des exercices qu'utilisent beaucoup les entreprises, beaucoup d'organisations, c'est de faire une cartographie. La cartographie consiste... C'est un exercice qui consiste à identifier qui joue où et dans quel domaine. L'idée derrière ça, c'est de s'assurer que le BCN intervient sur le terrain dans des initiatives où il est en complémentarité et non pas en dédoublement...

M. Hamad: Des autres programmes.

M. Pinault (Claude): ...des autres programmes ou de d'autres joueurs sur le terrain, que ce soient les CLD, que ce soient des autres gouvernements... les autres programmes gouvernementaux. Alors, ça nous apparaissait, nous, pour faire des recommandations pertinentes, eu égard aux ajustements fins à faire dans notre programme au niveau des normes et là où on voulait intervenir en matière de valeur ajoutée, de dire que la valeur ajoutée qu'il y avait il y a trois ans a dû évoluer puisque le reste de l'univers a évolué par l'arrivée de programmes ou de nouveaux joueurs sur le terrain.

Alors, en ayant cette analyse-là, on nous a fait des recommandations pour s'assurer de mieux se placer aux endroits où il faut se placer. Notamment, un exemple, par rapport à l'aide qu'on puisse accorder, on reconnaît l'utilité d'intervenir en tiers, en matière de tiers. Par exemple, pour le développement économique, on va laisser l'Agence de développement économique Québec International faire le travail qui est le sien, et nous, on sera en complémentarité autour. Bien, c'est pour ça qu'on finance Pôle... Québec International, dans le fond, parce que c'est elle qui est la plus pertinente pour intervenir auprès des entreprises et non pas nous directement. Alors, ça a été une analyse de réflexion stratégique qui nous a

permis de mieux se situer, de mettre à jour nos normes et de faire un travail éminemment stratégique et utile au demeurant, Mme la députée.

Mme Maltais: Ce que j'aimerais savoir, c'est quels sont les... Est-ce que les recommandations de ce rapport ont été mises en place? À partir de quand? Et qu'est-ce que ça va influencer sur le Fonds de développement économique régional?

Par exemple, je sais qu'on donne beaucoup d'argent à Pôle, mais on donne aussi beaucoup d'argent aux grands événements qui sont là-dedans. À quoi ça va toucher? Ça touche aussi... Je vois qu'il y a beaucoup de collègues députés qui vont, par exemple, demander des petites subventions. Ça remplace quasiment le soutien à l'action bénévole, parfois. Alors, quelle est la grande tendance de ce réaménagement du fonds de développement régional?

Le Président (M. Morin): M. Pinault.

M. Pinault (Claude): M. le Président, merci. Mme la députée, vous serez ravie de savoir que cet exercice-là ne fait pas de révolution. Il se situe dans un contexte d'évolution. Précisément, ce que ça veut dire, c'est que ça ne change pas énormément de choses. Ça venait confirmer la pertinence du cheminement qu'on avait nous-mêmes fait. Par rapport au soutien aux grands événements touristiques, ça ne change rien.

Tout ce que ça change par ailleurs, je vous dirais, c'est peut-être de regarder comment on va accompagner les événements touristiques davantage situés sur le développement d'initiatives plutôt que de soutenir le fonctionnement, plutôt que de soutenir des démarches de mise en marché, de commercialisation, de maillage stratégique avec d'autres événements que d'intervenir uniquement au niveau des frais de fonctionnement. Ça a été très éclairant, mais ça ne changera pas, si vous voulez, pour l'essentiel, la présence que nous avons en culture, la présence que nous avons en tourisme, la présence que nous avons en sport. Ça a servi davantage, je vous dirais, à conforter le fait qu'on était bien placés puis qu'on faisait un bon... on était bien placés sur la glace, si vous me passez la métaphore.

Mme Maltais: Ce que j'aimerais simplement savoir...

M. Hamad: Parce que... Juste ajouter, là...

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

Mme Maltais: Oui. O.K., pardon.

M. Hamad: Pour garder ce fonds-là, le questionnement est toujours là: Est-ce que vous remplacez d'autres fonds puis vous doublez les fonds? Et, toujours, le rôle de ce fonds-là, c'est compléter ce que les autres fonds ne donnaient pas pour la région de Québec.

Puis, en passant, c'est eux autres qui l'ont fait, la demande, puis ils ont fait l'étude — je l'ai appris après, mais c'est correct, ils ont fait leur job — et de s'assurer qu'il n'y en a pas. Puis, définitivement, il n'y en a pas, ce qui nous permet de défendre les crédits pour avoir de l'argent.

Mme Maltais: Ce que j'aimerais savoir, c'est: Est-ce qu'on peut avoir... Cette étude-là serait intéressante pour tout le monde. Est-ce qu'il est possible de la rendre publique, simplement, puisque c'est... En plus, c'est une étude qui a été faite administrativement. Ça peut être déposé? Moi, j'aimerais qu'elle soit déposée à la...

M. Hamad: Avant que vous partiez. C'est moi qui décide.

M. Pinault (Claude): C'est vous qui décidez, M. le ministre.

Mme Maltais: C'est le ministre qui décide. Que décide le ministre, donc?

M. Hamad: Oui, oui.

Mme Maltais: Oui? Ça pourrait être remis, par exemple, à la commission, ce qui fait que tous les parlementaires... Je suis sûre que les collègues de la Capitale-Nationale seraient heureux de voir un peu comment ça s'enligne.

Le Président (M. Morin): Donc, j'attends le document.

Mme Maltais: Merci. L'autre chose étonnante, dans le...

M. Hamad: L'autre chose étonnante? La première, elle ne l'est pas, là.

Mme Maltais: Non. C'était étonnant de voir arriver ça, mais je suis contente de voir qu'il y a eu une étude là-dessus.

M. Hamad: Oui, oui. Oui, moi aussi.

Mme Maltais: J'étais étonnée, mais ma réponse à mon étonnement était intéressante.

Commission de la capitale nationale. Dans la page 1 de 1 dans les renseignements, on est... Oh boy! C'est 1 de 1. Demande 13, tout simplement. Demande 13. On parle des départs à la retraite, et tout ça. Là, ce que je suis étonnée, c'est qu'il y a des... il y a eu des départs à la retraite, mais on les a... si je comprends bien, on a eu trois départs à la retraite, mais il y a deux personnes qui... à la retraite qui ont été réembauchées à contrat.

Pourquoi est-ce qu'on les laisse partir et qu'on les réembauche à contrat à côté?

● (12 h 10) ●

M. Hamad: Bonne question. Pourquoi, M. Langlois?

Mme Maltais: Est-ce que ça veut dire qu'on a mal...

M. Hamad: Qu'est-ce que vous avez fait, M. Langlois?

Mme Maltais: Qu'est-ce qui s'est passé? Est-ce qu'on a mal planifié la retraite? Est-ce que c'étaient des gens indispensables qui ont été écartés à cause d'une règle gouvernementale et qui se retrouvent après ça à être payés plus cher parce qu'ils sont dans le privé?

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Malheureusement, ce n'est pas le scénario que vous pensez, mais c'est une bonne nouvelle.

Mme Maltais: Non, mais c'est...

Le Président (M. Morin): M. Langlois?

M. Langlois (Jacques): Vous me permettez de répondre, M. le Président? Alors, M. le Président, d'abord, ce n'est pas les personnes qui sont parties à la retraite qui ont été réembauchées. C'est qu'à l'accueil de la commission, comme on est une petite organisation, on a embauché, pour faire de l'accueil à temps partiel, deux personnes qui sont retraitées du gouvernement du Québec, je pense, les deux à temps partiel pour assurer l'accueil à la réception. Ce n'est pas du tout en lien avec les départs, non.

Mme Maltais: Ah! O.K., donc il n'y a pas de lien, genre, on a été obligés, à cause de la règle gouvernementale, puis, après ça, on les réembauche.

M. Langlois (Jacques): Non, non. D'ailleurs, il y a une des deux personnes qui est une ancienne, je pense, de l'Assemblée nationale, au moins une des deux.

Mme Maltais: O.K. Donc, des retraités de l'Assemblée nationale en plus. Ils sont bien formés, en général, ces gens-là.

L'autre... Question 32, copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement, parce que le gouvernement a fait une loi n° 100. La loi n° 100 dit que, normalement, les organismes doivent réduire leurs dépenses administratives. Nous avons voté contre la loi n° 100, mais maintenant, comme opposition, nous sommes obligés de suivre comment le gouvernement applique ces lois.

La masse salariale a augmenté, les dépenses de publicité, et de formation, et de déplacement, qui devaient être réduites, sont les mêmes, et les dépenses de nature administrative ont augmenté. Comment vous pouvez concilier ça avec la malheureuse réduction de dépenses qui vous était demandée?

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: D'abord, juste clarifier pour la question, c'est le 25 % des coupures de dépenses et... publicité, formation et déplacements. Et, normalement, par expérience, les coupures, une fois qu'elles sont faites, après ça, c'est gelé pour le même niveau de dépenses. Alors, peut-être compléter...

M. Langlois (Jacques): Bien, c'est-à-dire que... Si vous permettez, M. le Président...

Le Président (M. Morin): Je permets.

M. Langlois (Jacques): On fait référence à l'année 2011-2012. Donc, la coupure, elle est respectée, là, suivant les paramètres gouvernementaux. Et là, 2012-2013, bien, on est en prévision. Donc, on verra quand on adoptera le budget.

Mme Maltais: O.K. Donc, si je comprends bien... Oui?

Le Président (M. Morin): Moins d'une minute, Mme la députée de Taschereau.

Mme Maltais: Moins d'une minute. Donc, c'était dans l'autre cahier, on les maintient, mais, cette année, la prévision est d'augmenter d'à peu près 30 %, là, les budgets de...

Le Président (M. Morin): M. Langlois.

M. Langlois (Jacques): M. le Président, il y a quelque chose quand même intéressant, là, c'est que notre enveloppe, elle est coupée directement, avant qu'on la reçoive, des sommes qui sont déduites. Donc, on nous... Ce qu'on reçoit, c'est au net. Ça fait que, soyez sans inquiétude, on n'a pas le choix de la respecter.

Mme Maltais: ...vous savez que je considère avec un grand respect les travaux de la Commission de la capitale nationale. Mais c'est un devoir de suivre ce que le gouvernement propose et la façon dont il en dispose. Une dernière. C'est... Je n'ai plus de temps?

Le Président (M. Morin): Il reste huit, six, cinq secondes. Ça fait que...

Mme Maltais: On va les... C'est correct.

Le Président (M. Morin): Merci, Mme la députée de Taschereau. Donc, je présume qu'on est rendus dans Montmorency.

M. Bernier: Pourquoi vous présumez, M. le député de Montmagny?

Le Président (M. Morin): Je présume parce qu'il y a seulement vous qui n'avez pas parlé.

M. Bernier: Seulement moi qui n'ai pas parlé, bon.

Le Président (M. Morin): Allez-y, M. le député de Montmorency, pour 17 minutes.

M. Bernier: Merci, M. le Président. Ça me fait un grand plaisir d'avoir l'occasion ce matin de clore les débats en ce qui regarde la Capitale-Nationale, parce que, bien sûr, ça nous tient tous à coeur dans la grande région de Québec. Chacun des élus, peu importe le niveau, que ça soit au niveau provincial, fédéral ou municipal, sont très sensibles à notre région et ils y travaillent très fort. D'ailleurs, les résultats sont là.

Il y a une question qui a été posée tout à l'heure par le député de Chauveau en ce qui regarde le pont de l'île d'Orléans, O.K.? En passant, je veux souligner l'appui que j'ai eu du ministre de la Capitale-Nationale, qui était à ce moment-là titulaire du Transport, en ce qui regarde le pont de l'île d'Orléans. Et j'ai poursuivi, bien sûr, mon travail comme député en ce qui concerne le pont de l'île d'Orléans avec le nouveau ministre responsable du ministère et j'ai eu l'occasion, il y a trois semaines, de rencontrer, avec les représentants du ministère des Transports, le régional, les élus de l'île d'Orléans et les élus de la Côte-de-Beaupré ainsi que de Beauport, parce qu'il faut être conscient que le pont de l'île, c'est une infrastructure majeure dans le secteur est. C'est une infrastructure qui a des implications au niveau du réseau autoroutier de Beauport, comme il y a des implications aussi au niveau des gens de la Côte-de-Beaupré.

Donc, j'ai demandé au ministère des Transports de s'asseoir et d'exposer la situation en ce qui regarde le pont de l'île d'Orléans. La situation est la suivante: Présentement, l'ensemble des études ont été réalisées. Bien sûr, le choix n'est pas définitif en regard des différentes hypothèses qui avaient été placées sur la table. Par contre, les études de terrain qui ont été faites démontrent que le pont de l'île d'Orléans devra se situer dans l'axe qu'il est actuellement. Pourquoi? Parce que, sur le plan morphologique, il y a des impacts majeurs pour asseoir le pont de l'île sur le roc, parce qu'on connaît qu'une des problématiques qui avaient été soulevées, c'est la résistance au niveau des tremblements de terre potentiels, comme ça existe sur la Côte-de-Beaupré, ça existe également dans Charlevoix. On sait que des infrastructures doivent être refaites en conséquence.

Donc, somme toute, ce que je veux vous mentionner puis je vais vous dire sur ça, c'est que le choix qui avait été fait dans le passé, dans les années vingt, au moment de la construction du pont de l'île, son emplacement était un choix qui devra se refaire et qui devra être respecté dans le futur pour le nouveau lien entre la terre ferme et l'île. En ce qui concerne les gens de l'île, c'est une nouvelle importante parce qu'on se posait toujours des questions sur l'entrée de l'île et sur les modifications potentielles. Donc, ce qu'on vient situer, c'est que l'axe demeurerait dans l'axe actuel, un peu plus du côté ouest... du côté est, c'est-à-dire, de façon à assurer son support au niveau du soutien sur le roc. Donc, c'est extrêmement important.

Le reste, il y a également un bureau des grands projets qui a été mis en place, dans lequel le pont de l'île, par le ministère des Transports, suit les études et les énoncés qui sont faits en regard de ce pont parce qu'il y a... On retrouve une équipe qui est consacrée à ça. Et plusieurs études demeurent encore à faire. Par contre, les choix, en ce qui regarde les possibilités — M. le député de Chauveau a soulevé le tunnel... Il y a des endroits, dans les études morphologiques, il y a des choses qui ont été découvertes en ce qui regarde le gaz. Il y aurait du gaz de schiste sous le fleuve. Et même, il y a quelques années, au moment de la construction du pont actuel, il y aurait eu des inconvénients causés à des travailleurs lors de la construction de ce pont-là. Donc, ça vient limiter les possibilités, hein?

Au niveau d'une jetée, là aussi, il y a la problématique en ce qui regarde les impacts des marées et les impacts sur le fleuve pour les autres villes qui sont en amont. Donc, il faut être conscients, là, de toutes ces possibilités. Ce qu'on souhaite, c'est que ce projet-là se poursuive et avance, et c'est ce qui se passe avec les gens du ministère qui sont attirés aux projets spécifiques, et les élus étaient très heureux, d'ailleurs, de la rencontre. Ça a eu... l'occasion de répondre à leurs questions, et, bien sûr, on viendra à un choix définitif dans quelques mois pour déterminer la finalité. Par contre, je vous ai mentionné les diverses conséquences actuelles, là, des autres choix.

Ce qu'on sait, puis ça, le ministre l'avait déclaré, le ministre responsable de la capitale, c'est que le statu quo n'en est pas un, O.K., parce que les coûts sont très élevés dans la réfection de ce pont actuel. Donc, je voulais faire le point sur ce dossier, parce que cette semaine, M. le ministre, vous l'avez mentionné, on a procédé à une annonce fort importante, parce que la région de l'est de la capitale, la région de la Côte-de-Beaupré, la région, en même temps, de Charlevoix, l'île d'Orléans, Beauport, est une région qui est fort importante et une région qu'on veut mettre davantage en valeur. On connaît le parc de la Chute-Montmorency, pas seulement que nous, mais c'est une reconnaissance nationale et internationale. J'ai travaillé, comme député de Montmorency, au cours des dernières années, à ce qu'on puisse développer davantage le plan de mise en valeur du parc de la Chute-Montmorency.

● (12 h 20) ●

Donc, on a reconstitué le fameux comité auquel se greffaient autour d'une table environ une vingtaine d'intervenants. Tout ce qu'il y avait comme intervenants dans la région de Québec étaient assis autour de cette table-là, et on a remis à jour ce plan d'investissement, plan d'investissement qui a été annoncé et qui a été reconnu par la ministre du Tourisme au niveau de trois lieux au niveau international. Je vous fais grâce des deux autres, mais ce qui nous préoccupe davantage, c'est le parc de la Chute-Montmorency. Lui, a été retenu. Et il y a également le parc des Grands-Jardins que je veux mentionner, parce qu'en tant que député parrain de Charlevoix, je veux quand même mentionner celui-là parce que c'est important aussi.

Du côté du parc de la Chute-Montmorency, ce qui s'est produit, c'est qu'avec le ministre des Finances, auquel on a fait nos représentations... a accordé un budget de 35 millions pour trois projets de nature internationale, ce qui est excellent. En ce qui nous concerne, nous, au parc de la Chute-Montmorency, avec les investissements privés et des investissements spécifiques de la SEPAQ, c'est un investissement total de 30 millions sur cinq ans qui va avoir lieu au parc de la Chute-Montmorency. Ce 30 millions là va être, bien sûr, une dizaine... 10 point quelques millions vont être au niveau, si on veut, de faire le squelette des projets au niveau du parc. Le squelette, ce que j'entends, c'est que, si on regarde au niveau de la base même du parc de la Chute-Montmorency, on a des terrains présentement qui sont vacants. Il y a une mise en valeur qui doit être faite du pied de la chute Montmorency par l'implantation de parcs, par l'implantation d'espaces de jeux d'eau, par l'occupation du territoire aussi sur des terrains qui sont présentement vacants.

Ce qu'on vise avant toute chose, c'est de revaloriser ce secteur-là et aider également à revaloriser le quartier de Montmorency ou le quartier de Saint-Grégoire, que tout le monde connaît. C'est un quartier qui, antérieurement, avait des lettres de noblesse importantes par rapport au niveau commercial, par rapport économique, et qui malheureusement, avec les années, bon, dû au vieillissement de la population, dû à une économie plus chancelante... On a dû malheureusement faire face à une décroissance de ce secteur. Donc, l'idée, c'est de revaloriser le pied de la chute comme élément moteur pour ce quartier-là et d'être capable de redonner une activité touristique plus importante, puis je ferai le lien tout à l'heure avec l'international au niveau des activités du parc.

Donc, ça, je tenais à le mentionner, parce que, pour la région de Québec spécifiquement, c'est important qu'on puisse revaloriser ce quartier-là. Il y a également un projet d'importance, un projet différent: C'est d'avoir une possibilité d'avoir un sentier à l'arrière de la chute. Ça, les gens ont apprécié et sont curieux par rapport à ça. On sait que c'est un projet qui existe... On sait que c'est une activité qui existe du côté de Niagara Falls. En ce qui nous concerne, nous, c'est un projet qu'on veut développer parce que les gens sont toujours curieux. Puis là je veux saluer le travail qui a été fait par le président de la Commission de la capitale nationale avec la mise en lumière du parc de la chute qu'on a le plaisir de pouvoir admirer aux quatre saisons, parce que, si on regarde la chute aux quatre saisons, elle est toujours différente. Mais de pouvoir la voir de l'arrière, c'est autre chose, c'est complètement différent comme possibilité. Donc, c'est un des éléments qui est retenu au niveau structurant dans ce projet-là.

Ont été annoncés également des appels qui vont être faits en ce qui regarde la construction d'un hôtel de 120 à 150 chambres qui serait greffé au manoir. Pourquoi? Bien, parce qu'il y a 800 000 visiteurs. C'est le deuxième point d'importance au point de vue touristique dans la grande région de Québec. C'est 800 000 visiteurs, et, dans plusieurs cas, pour en avoir été témoin, les gens descendent des autobus avec leurs valises puis nous demandent où sont les chambres. Bien, des chambres, il n'y en a pas. Donc, ce qu'on veut offrir, c'est un hôtel de quatre étoiles, et on ira en appel de propositions dans les prochaines semaines pour être capables de venir mettre en place un hôtel de quatre étoiles au parc de la Chute-Montmorency, ce qui est fort important.

Il y a également des activités un peu plus, on peut dire, un peu plus audacieuses qui vont être mises en place, des passerelles au-dessus du parc de la Chute-Montmorency. On sait qu'il y a présentement, en ce qui regarde, là... Il y a un tourisme spécifique qui recherche des activités un peu plus dominantes. Je ne vous dis pas que je vais faire partie de ceux qui vont inaugurer la passerelle. Je l'ai suggéré au ministre de l'Environnement, mais, lui et moi, je pense qu'on va attendre. Mais c'est quand même une activité qui est présentement reconnue, nationale et internationalement, et les gens recherchent ces choses-là. Et comme le parc est situé dans un endroit extraordinaire pour ça, donc on développe dans ce sens-là.

Également, du côté de Boischatel, on arrive avec un projet. On sait que c'est là où était le campement, sur le plan historique, campement de Wolfe. Et donc on revient avec une possibilité, avec la SEPAQ, d'offrir, en période estivale, des campements, un peu comme il existait dans le temps, mais, bien sûr, des campements tout équipés, où les gens, au lieu d'avoir une chambre d'hôtel, bien, ils vont avoir une tente avec clé en main, et qui pourront, à ce moment-là, apprécier cet aspect naturel, donc ce qui est fort important.

Donc, vous voyez, c'est un tout, ce projet-là, et c'est un tout fort important. Pourquoi? Parce que, sur le plan national, ça demeure un endroit qui est très fréquenté et très regardé. Je veux juste parler également du côté de Charlevoix avec le train touristique. Le train touristique, maintenant, utilise la gare du parc de la Chute-Montmorency. Donc, le train touristique démarre, part de là. Donc, dans son utilisation, présentement, dans Charlevoix, ça va être une activité très reconnue. On attend déjà... Au moment où on se parle, il y a au-delà de 50 000 billets qui ont été vendus. Ceux qui voient passer le train présentement, là, il ne paraît pas y avoir beaucoup de touristes dedans, mais c'est parce que présentement il est en

rodage, mais il y a déjà 50 000 billets de vendus cet été pour le train touristique, et son démarrage a lieu au parc de la Chute-Montmorency, au niveau de cet endroit.

Donc, vous voyez le lien qui se crée entre la région de Charlevoix, la région de la Côte-de-Beaupré, bien sûr, la région de Québec et l'île d'Orléans. Tout ça, c'est un tout, et, pour la Capitale-Nationale, M. le ministre, je tiens à vous remercier de votre appui, parce que ça a été... C'est un élément important et c'est des investissements importants auxquels viendront se greffer, en quelque temps — M. le président de la capitale nationale pourra nous en parler — la phase IV de la promenade Samuel-De Champlain, à laquelle on a fait référence l'an passé, où on a accordé les crédits.

Si on a le temps, je vous demanderai peut-être de faire le point sur ça rapidement, mais, encore là, tout ça va s'englober dans ce réseau de façon... et les pistes cyclables, bien sûr, qu'on y retrouve. Au niveau de la phase IV, c'est de redonner au fleuve, dans le secteur est, les gens, la possibilité... et ça jusqu'au pont de l'île. C'est pour ça que, quand je vous parle de l'ensemble des projets, tout ça se tient ensemble et ça va permettre aux gens de découvrir, encore une fois, un autre volet, une promenade beaucoup plus longue, différente, mais je pense que ça demeure intéressant.

Ce que j'aimerais, M. le ministre, rapidement, si on peut, c'est de faire le point sur cette phase IV, à quel moment on pourra s'attendre à certains dépôts du rapport.

Le Président (M. Morin): M. le ministre, on a quatre minutes pour faire...

M. Hamad: Pour le mot de la fin en même temps?

Le Président (M. Morin): Non, il n'y a pas de mot de la fin. Bien, si vous voulez le faire, vous avez quatre minutes.

M. Hamad: Non, non, c'est correct. En fait, c'est un plan directeur qui a été financé, 200 000 \$ par la ville de Québec, 200 000 \$ par le ministère des Transports du Québec puis 100 000 \$ par la Capitale-Nationale. Alors, ce plan-là va être déposé à la fin de l'été 2012. Ça, c'est pour répondre.

En terminant, je vais remercier mes collègues. C'est très intéressant et très... Ça reflétait un petit peu l'esprit de la région de Québec, en fait, nos discussions aujourd'hui, des discussions gagnantes, des discussions positives, constructives de la part de la députée de Taschereau, du député de Chauveau et les autres collègues du comité ministériel.

Alors, je vais profiter, M. le Président, de remercier M. Pinault. C'est, comme j'ai dit, sa dernière présence ici. Et merci pour tout l'effort et tous les services loyaux qui ont été rendus depuis quelques années, même avant que j'arrive. Alors, merci beaucoup. Et je dois remercier M. Langlois pour l'excellent travail qui se fait à la Commission de la capitale nationale, un travail très, très minutieux. Et, vous savez, il a le mandat d'embellir la région puis il le fait très bien. Et, si on gagne des prix à Québec, c'est parce que tout le monde travaille dans la même direction.

Alors, merci à l'équipe, merci à mes collègues. Et, M. le Président, vous avez très bien fait ça, je vous félicite et vous remercie pour le déroulement et merci.

Mme Maltais: ...

Le Président (M. Morin): Oui, allez-y, Mme la députée de Taschereau.

Mme Maltais: ...si je peux le faire. Ce sont des collègues du parti ministériel qui l'ont...

Le Président (M. Morin): Vous avez du temps, du côté ministériel, qu'il semblerait qu'on vous donne.

Mme Maltais: Simplement pour saluer M. Pinault, qui a été sous-ministre au Bureau de la Capitale-Nationale. On a apprécié son dévouement, sa franchise aussi, sa transparence dans ces études de crédits. Alors, je lui souhaite une bonne chance dans le reste de sa carrière.

Le Président (M. Morin): Merci, Mme la députée de Taschereau. Donc, le temps alloué à l'étude du volet Capitale-Nationale étant presque écoulé, nous allons maintenant procéder à la mise aux voix des crédits.

Adoption des crédits

Le programme 4 intitulé Promotion et développement de la Capitale-Nationale est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Mme Maltais: Sur division.

Le Président (M. Morin): Adopté sur division.

Adoption de l'ensemble des crédits

L'ensemble des crédits budgétaires du portefeuille Développement économique, Innovation et Exportation pour l'exercice financier 2012-2013 est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Mme Maltais: Sur division.

Le Président (M. Morin): Adopté sur division.

Documents déposés

Je dépose les réponses aux demandes de renseignements de l'opposition. Et, en vous remerciant beaucoup pour l'atmosphère qui a régné, cet avant-midi dans cette commission, je lève la séance.

Et, la commission, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux sine die.

(Fin de la séance à 12 h 30)